7e Année. N° 121 - Novembre 1931.

Prix : 3 fr. 50

la Révolution prolétarienne

Revue mensuelle Syndicaliste Révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO :

la Révolution prolétarienne

Revue mensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 5)
54, rue du Château-d'eau — PARIS (10e)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGÉRIE, COLONIES
Six mois.... 20 fr. Un an...... 40 fr.

EXTÉRIEUR
Six mois.... 26 fr. Un an...... 50 fr.

Adresser la correspondance relative à la rédaction à R. LOUZON, quartier du Calvaire, Vence (Alpes-Maritimes).

Adresser la correspondance relative à l'administration à BARAT, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e).

(Utiliser pour les envois de fonds notre compte de chèques postaux : « Révolution Prolétarienne » 734-99 Paris.)

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C.G.T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SON FONCTIONNEMENT

La Ligue Syndicaliste groupe des syndiqués des deux C.G.T. et des organisations autonomes. Elle ne peut accepter l'adhésion d'organisations syndicales. Les ressources de la Ligue sont constituées par des cartes annuelles de membre vendues 5 francs et par des timbres vendus 1 franc.

Adresser toutes communications relatives à la **Ligue Syndicaliste**, à son secrétaire : Maurice CHAMBELLAND, 54, rue du Château-d'E[illegible], Paris-Xe.

SOMMAIRE :

LES FAITS DU MOIS

LA LOI SCÉLÉRATE DE MM. CABALLERO et MONTERO RIOS

Ce que la monarchie n'avait jamais osé, la République bourgeoise espagnole, bourgeoise et « socialiste », l'a fait. Le droit le plus sacré de l'ouvrier, celui qui consacre sa seule arme de défense pour résister à l'exploitation patronale, le droit de grève, *a été supprimé par une Chambre républicaine dont la majorité se dit radicale et socialiste.*

Au moment même où paraissait dans notre dernier numéro l'article de Nicolas relatant le décret mort-né sur « la défense de la République » que le ministre de droite Maura avait projeté d'édicter après les événements de Séville, le nouveau ministère espagnol, expurgé de Maura et autres éléments de droite, faisait voter, en une séance, par la quasi-unanimité de la Chambre, une loi qui reprenait toutes les dispositions essentielles du projet de Maura. Désormais les ouvriers espagnols n'auront plus le droit de faire grève qu'avec l'approbation du gouvernement, et après un préavis qui donnera à la défense patronale tout le temps de s'organiser.

Non seulement cette loi a été votée par les cent et quelques députés socialistes qui siègent à la Chambre espagnole, mais elle a été présentée par les deux ministres directement intéressés, celui du Travail et celui de la Justice, qui sont tous deux des socialistes, *Largo Caballero et Montero Rios, deux des principaux chefs du parti socialiste espagnol.*

Dès lors, une question se pose. Que vont faire les autres sections de la IIe Internationale ?

Il ne s'agit pas ici d'un détail, d'une question de tactique secondaire, mais d'un principe fondamental, de la base même du mouvement ouvrier : le droit de grève. Des gens qui se disent socialistes, peuvent-ils tolérer que dans le même parti qu'eux, le même parti international, se trouvent des briseurs de grève ?

Nous posons la question particulièrement à ceux qui constituent ou cherchent à constituer une gauche au sein de la IIe Internationale. Est-ce que les trade-unions britanniques qui se sont dressés unanimement contre la loi liberticide que fit voter Baldwin après la grève générale de 1926 *(loi d'ailleurs beaucoup moins restrictive des droits ouvriers que celle de Caballero), vont tolérer que leur parti, le parti international auquel elles sont directement reliées, applique aux travailleurs espagnols les mesures qu'elles ont combattues quand la bourgeoisie a voulu leur appliquer ? Est-ce que des hommes comme Fimmen ou Dumoulin, qui sont, avant tout, des militants syndicaux, et qui appartiennent aux partis socialistes de leurs pays respectifs, vont rester passifs ? Accepteront-ils d'être solidaires des « briseurs de grève » ?*

Ou l'internationalisme n'est qu'un vain mot, ou il nous oblige à courir au secours des droits prolétariens, partout où ceux-ci sont violés, même et surtout si cette violation est l'œuvre de ceux dont l'appartenance au même parti nous rend, qu'on le veuille ou non, solidaires.

LE LABOUR PARTY A LA CROISÉE DES CHEMINS

Ce fut vraiment un grand événement — non seulement pour la classe ouvrière, mais aussi pour la bourgeoisie — que ces élections britanniques.

Comment allait réagir la classe ouvrière anglaise ? Comment allait-elle réagir aux diminutions de salaires, d'appointements, et des indemnités de chômage ? Comment allaient, de leur côté, réagir les classes moyennes en présence de la baisse de la livre ? La mutinerie de la flotte était un assez mauvais présage. Si bien montée que fut l'orchestration dont elle accompagnait son appel aux urnes : trahison des leaders ouvriers, « union nationale », nécessité de « sauver la livre », — la bourgeoisie n'était pas sans crainte, et la bourgeoisie étrangère plus encore peut-être que la bourgeoisie anglaise.

Ces craintes étaient vaines. Un million et demi de voix en moins, des députés réduits à 50, *le Labour Party était écrasé. L'orchestration avait vaincu.*

Mais était-ce bien l'orchestration ?

Ce serait une grave erreur de le croire.

La cause réelle du succès conservateur, ce n'est point la trahison de Mac Donald, ni le fait de la coalition des libéraux et des conservateurs, ni les bobards de Snowden ou de Runciman, mais tout simplement la même que celle qui fait le succès des nationaux-socialistes en Allemagne : la faillite, lorsqu'il a été au pouvoir, du parti qui s'affirmait comme le représentant de la classe ouvrière.

La victoire des Chamberlain et des Churchill en Angleterre est due à la faillite successive des deux gouvernements travaillistes, tout comme, en Allemagne, les succès d'Hitler sont dus à la faillite de la social-démocratie, depuis 12 *ans que, directement ou indirectement, en Allemagne ou en Prusse, elle est au gouvernement.*

Comment ! voici des partis qui se prétendent les partis de la classe ouvrière, exclusivement de la classe ouvrière, des partis de lutte contre le

capitalisme, des partis qui ont même, parfois, le mot de révolution à la bouche, et, lorsque ces partis sont au gouvernement, ils n'ont plus qu'une préoccupation, qu'une politique : faire au mieux les affaires des capitalistes, gouverner selon les règles du plus pur capitalisme, en bourgeois bien sages, plus sages même que bien des bourgeois.

Comment veut-on que, dans ces conditions, tout ce qui, dans la classe ouvrière, n'est pas parfaitement conscient, ne se tourne pas d'un autre côté, n'aille point vers les bateleurs qui lui promettent la lune, qui se font fort de réconcilier tout le monde, patrons et ouvriers, au sein d'un état général de prospérité, obtenu grâce à leurs mirifiques recettes ? En Allemagne, ce sont les nationaux-socialistes qui disent : il n'y a qu'à montrer le poing à la France, et les prolétaires seront heureux ; en Angleterre, où l'on est plus réaliste, on propose quelque chose de plus concret, mais de tout aussi vain : c'est le protectionnisme, l'établissement de droits de douanes qui fera le bonheur commun des bourgeois et des prolétaires !

Devant la carence du socialisme, comment une partie de la classe ouvrière ne se laisserait-elle point prendre au boniment ?

Les élections britanniques ont été, à ce point de vue, une leçon d'une étonnante clarté. Il y a des gens qui l'ont parfaitement comprise : ce sont notamment les bourgeois. Leur attitude, au lendemain de leur victoire, a été fort curieuse : jamais ils ne se montrèrent si aimables pour le Labour Party. Ce n'est pas seulement Mac Donald qui s'empresse de déclarer que sa victoire ne doit pas être comprise comme le signal d'une lutte contre les organisations ouvrières, ce n'est pas seulement le Times *qui écrit qu'il faut à tout prix que cette victoire ne se transforme pas en victoire de « parti », mais le* Daily Mail *lui-même, le* Daily Mail, *organe de l'aile droite des conservateurs, dit en propres termes, en parlant des travaillistes :* « Nous avons besoin de votre coopération, et nous l'apprécierons ».

Transcrivons toutes ces paroles en clair : « Continuez à trahir, ô chefs du Labour Party ! continuez à trahir les intérêts de la classe ouvrière, comme vous l'avez fait jusqu'à présent, en pensant que ceux-ci pouvaient être défendus par des moyens capitalistes. Gardez-vous de l' « extrémisme » ! Que votre défaite électorale ne vous pousse pas à rechercher des solutions ailleurs que dans la voie parlementaire. Contentez-vous d'être bien correctement l' « opposition de Sa Majesté », comme vous avez été, bien correctement, les « ministres de Sa Majesté ». Aidez, dans l'opposition, le capitalisme à se sauver, comme vous l'avez fait au gouvernement. Ainsi, vous aurez magnifiquement « coopéré » avec nous, vous aurez consommé votre ruine auprès du prolétariat et par là assuré la continuation de notre victoire. »

Le Labour Party se laissera-t-il séduire, une fois de plus, par la sirène ?

Ce qui en décidera, ce sera avant tout, le choix du terrain sur lequel il portera la lutte.

Sur le terrain parlementaire, il est bien évident qu'il ne peut rien faire.

Mais subsiste l'action directe.

Dans le domaine syndical, le Labour Party reste avec toutes ses forces. La puissance de ses trade-unions demeure entière. S'il l'utilise pour conduire une puissante action dans le pays, comme en 1926, s'il mène le combat sur le terrain même de la production, à l'atelier, dans l'usine, dans la mine, par tous les moyens de lutte dont le producteur dispose, s'il annihile, par ce qu'il arrachera aux patrons, ce que les nouvelles lois arracheront aux ouvriers, il aura, non seulement rendu vaine la victoire électorale de la bourgeoisie, mais il aura rendu inévitable dans un proche délai, sa victoire, sa victoire politique, celle qui donnera à la classe ouvrière, le pouvoir, le vrai pouvoir, le pouvoir d'exproprier le capitalisme et d'instaurer le socialisme.

LE « SPLENDIDE ISOLEMENT » DE L'AMÉRIQUE

Laval est revenu d'Amérique. Ne rapportant rien, disent les uns, car il n'a pu obtenir une alliance avec l'Amérique. Rapportant tout, disent les autres, car il a obtenu d'Hoover que celui-ci ne renouvelle pas sa proposition de moratorium.

Les deux choses sont vraies, et les deux se complètent. Hoover s'est empressé de laisser les mains libres à la France, car il n'entend nullement se lier à l'Allemagne, et il a, en même temps, refusé de se laisser lier les mains par la France. La politique américaine est actuellement celle qui fut toujours la politique des forts : la politique de l'isolement. Convaincus de leur supériorité, ils n'ont que faire de s'unir à des alliés envers lesquels il leur faudrait nécessairement contracter des obligations ; ils entendent n'intervenir que quand bon leur semble, et comme bon leur semble, faire, selon le cas, pencher la balance d'un côté ou de l'autre, selon que, dans ce cas particulier, leur intérêt est d'un côté ou de l'autre. C'est comme cela qu'ils sont intervenus en 1917 ; c'est comme cela qu'Hoover est intervenu avec son moratoire en juillet dernier, et c'est comme cela qu'ils entendent continuer à intervenir à l'avenir.

Cette politique du « splendide isolement » avait été celle suivie, au siècle dernier, par l'Angleterre, et pour la même raison. L'Angleterre, alors, à l'apogée de sa puissance, maîtresse du commerce et de l'industrie mondiaux, ne crai-

gnait rien. Elle entendait donc ne se lier à personne. Aujourd'hui, ce sont les Etats-Unis qui sont la grande puissance industrielle. Ils ne craignent rien. Ils entendent donc ne se lier à quiconque.

L'AUTRE « ISOLEMENT »

Mais il est un autre isolement, qui, lui, n'a rien de splendide. C'est celui de la France. La situation de la France est aujourd'hui tout à fait comparable à celle de l'Allemagne pendant la période qui sépare la guerre de 1870 de celle de 1914.

Pendant toute cette période les deux hommes qui eurent successivement la charge de la politique étrangère allemande, Bismarck et Guillaume II, furent hantés par la crainte de l'isolement. Ils avaient leurs alliés, Autriche et Italie, mais ils savaient que sur cette dernière ils ne pouvaient compter, et que par surcroît, ces alliés n'étaient en somme que des « vassaux », des puissances de second ordre, dont l'appui ne pouvait point contre-balancer une coalition des vraiment grandes puissances : Angleterre, France, Russie. D'où les efforts répétés de Guillaume II pour se rapprocher, tantôt de la Russie et tantôt de la France.

La situation de la bourgeoisie française est aujourd'hui semblable.

Comme l'Allemagne impériale après '70, la France semble aujourd'hui maîtresse du continent. Mais ce n'est qu'une apparence. Elle n'est, en réalité, nullement de force à être le maître à elle seule. Elle n'a triomphé en 18 que grâce à l'appui d'une coalition formidable ; elle vit dans la terreur que cette coalition ne la lâche. Elle a, certes, elle aussi, ses alliés, les peuples de l'Europe orientale, Pologne et Petite Entente, mais la moitié de ces pays ne sont pas pour elle des alliés plus sûrs que ne l'était l'Italie pour l'Allemagne, et surtout, aucun d'eux n'est une grande Puissance. C'est pourquoi la possibilité d'une coalition anglo-germano-russe hante autant le quai d'Orsay que celle de la Triple Entente hantait Guillaume. Et c'est pourquoi, de même que celui-ci, elle essaie de temps en temps de rompre le cercle dans lequel elle craint d'être enfermée, en prenant le taureau par les cornes : c'est-à-dire en tentant de s'entendre avec l' « ennemi principal », l'Allemagne.

UN DINER SYMBOLIQUE

L'UNION DES PEUPLES OPPRIMÉS ET DES CLASSES EXPLOITÉES



Gandhi et Fenner Brockway, président de l'Independant Labour Party, mangeant côte à côte quelque temps avant les élections... (PHOTO MAYCOCK, LONDRES).

LES ELECTIONS BRITANNIQUES

DOCUMENTS

COMMENT LE LABOUR A ACCUEILLI SA DEFAITE

Jeudi, 29 octobre, presque tous les résultats étant connus, le Daily Herald, *organe officiel quotidien du Labour Party, les commentait ainsi dans son éditorial :*

OUT, BUT NON DOWN

(*DEHORS, MAIS NON A BAS*)

Le Labour a eu ce que le duc de Wellington appelait une « sacrée bonne tape ». Mais personne ne savait mieux que le Duc que si l'on est capable de recevoir une bonne tape sans perdre son sang-froid, on peut, au bout de la course, finir gagnant. Ce dont il parlait alors, c'était de la défaite de Blücher à Ligny, or Ligny fut le prélude de la victoire de Waterloo.

Le Travail a été battu bel et bien. S'il veut que la présente défaite se transforme, dans l'avenir, en victoire, il lui faut profiter de la leçon, et commencer tout de suite les préparatifs pour réparer le désastre.

La première chose à faire est de se placer en face des faits. Il faut les considérer avec une honnêteté intellectuelle absolue.

Ne cherchons pas d'excuses. Quelque part qu'ait pu avoir ceci ou cela, telle ou telle invention des conservateurs, dans la formation de leur énorme majorité, ce n'est pas à ces choses que le résultat, dans son ensemble, est dû.

Le fait est que nous avons été battus en tout. Les tories, avec l'aide de leurs alliés, nous ont été supérieurs en organisation, en propagande, en commandement. Cela signifie que, du haut en bas, nous devons faire un complet examen de conscience, une inspection totale de notre machine.

Pas de récriminations, pas de divisions. L'unité est la chose essentielle, et nos rangs décimés doivent se serrer étroitement.

...La tragédie immédiate de cette élection est qu'elle donne, en un tel moment, le contrôle du pays à un parti qui apporte au travail de l'avenir les idées du passé.

M. Mac Donald essaie encore de croire que ce n'est pas une victoire de parti. Les Tories se chargeront vite de le détromper. Le parti conservateur n'a pas seulement un programme net, il a une majorité écrasante sur tout autre parti ou tout autre groupe. Et le parti conservateur existe pour mettre en pratique la doctrine conservatrice.

Il insistera pour que soit appliqué son programme « jusqu'au sang ». C'est-à-dire une élévation du coût de la vie, et un abaissement des salaires réels. Mais cela ne résolvera pas les problèmes posés à la nation.

Appliquer les méthodes des conservateurs à la situation actuelle, c'est comme essayer de faire marcher un moteur avec un marteau de forge.

Pendant les quelques années qui viennent, le pays souffrira de cette folie. Puis le Labour aura à nouveau sa chance.

Mais la prochaine fois, il doit être prêt à la saisir : et prêt, non seulement à occuper le pouvoir, mais à faire ce qui doit être fait, quand on a le pouvoir.

---

*De son côté, l'*Independant Labour Party (I.L.P.), *qui représente, comme on le sait, l'aile gauche du Labour Party, publiait le message suivant de son président :*

Nous devons nous mettre maintenant en devoir de recréer le Mouvement Socialiste. Cette vague de fond de la réaction sera promptement brisée, et, longtemps avant la fin de l'actuel gouvernement, nous aurons une formidable révolte du sentiment et de l'opinion. C'est notre devoir de diriger cette révolte dans la voie du socialisme.

Les compromissions du gouvernement travailliste sont grandement responsables de la défaite actuelle. Cela ne doit plus jamais se reproduire. Nous reprenons notre tâche, qui est, non seulement de reconstruire le mouvement et l'organisation politiques des travailleurs, de ceux qui travaillent et de ceux qui chôment, mais qui est aussi de faire naître la résolution de marcher au socialisme par la révolution.

Le même numéro du Daily Herald *contenait le tableau récapitulatif suivant qui met en pleine lumière la différence entre le nombre de voix obtenues et le nombre des élus :*

Partis	Voix obtenues	Députés élus	Nombre de voix par député élu
Opposition	14.297.597	548	29.358
Gouvernement	6.718.054	58	129.193
Autres partis	206.925	2	103.462

La campagne électorale de l'I. L. P.

Il est probable que l'un des résultats des élections sera l'accroissement de l'influence de l'Independant Labour Party au sein du Labour. Non seulement, en effet, celui-ci n'avait cessé de proclamer, depuis deux ans, que la politique non socialiste du gouvernement travailliste menait à la débâcle, mais il a été, semble-t-il, moins touché que les éléments modérés, au point de vue électoral, au moins dans ses membres les plus représentatifs. Si son actuel président a été battu, en revanche, Maxton qui fut son président durant les cinq dernières années, a été réélu; de même Kirkwood, qui fut, lui aussi, l'un des principaux députés « extrémistes » de la précédente législature; et l'un de ses anciens présidents, Walhead, a même été réélu avec 6.000 voix de majorité de plus qu'aux précédentes élections. Cela à mettre en parallèle avec la défaite de tous les anciens ministres du cabinet travailliste, tous sauf Lansbury, qui était précisément le représentant de la gauche au sein du Cabinet. Il est donc particulièrement important de connaître quelle fut la position de l'I.L.P. au cours de la campagne électorale. On trouvera ci-dessous, quelques textes et, à la page suivante, son manifeste électoral:

Après une expérience de deux ans et demi

A la veille des élections, l'I.L.P. définissait ainsi, dans une lettre ouverte au congrès du Labour Party, son opinion sur l'ancien gouvernement travailliste :

L'expérience du dernier gouvernement travailliste a rendu tout à fait clair ceci : toute tentative d'un parti se donnant le socialisme pour but, d'administrer le régime capitaliste, est désastreuse pour ce parti et sans aucun profit pour la classe ouvrière. Si le Labour Party occupe à nouveau le gouvernement, tout en étant minorité au Parlement, il doit avoir pour seul objectif de présenter un programme ouvrier et socialiste qui soit un défi aux partis bourgeois. Et si le Labour Party a la majorité au Parlement, qu'il procède hardiment et renverse tous les obstacles, avec un programme visant à passer définitivement du Capitalisme au Socialisme.

Revoyons le cours des événements au cours de ces deux années et demi. En dépit de l'existence du gouvernement travailliste, les conditions de vie de la classe ouvrière n'ont cessé d'empirer considérablement. Le chômage a augmenté. Les réductions de salaires ont continué. Etant donné que les ministres décidèrent de rester ministres plutôt que de lancer le défi du socialisme, ils furent obligés, du fait de leur position de gouvernement de minorité, d'appliquer les règles de l'économie capitaliste.

UN PORTRAIT DE MAC DONALD

Sur le compte de Mac Donald lui-même, voilà comment s'exprimait une des plus remarquables journalistes de l'I.L.P., H. N. Brailsford :

Qu'est-ce donc qu'a à son actif Ramsay Mac Donald ? Un record de faillites et de trahisons dans la conduite de la classe dans laquelle il est né. Un désastre sans précédent dans la direction de l'économie. Une douzaine de suiveurs obscurs. Un certain don de parole dans le genre sentimental, et du savoir-faire dans les intrigues parlementaires. Mais ce n'est pas cela qui lui donne pour un sou de valeur aux yeux de la Cité et des bourgeois. Pour ceux-ci sa seule valeur consiste en ce qu'il y a encore suffisamment de fidélité envers sa personne dans la classe qu'il a trahie pour jeter la confusion dans celle-ci.

Les partis bourgeois se sont servis de la vanité de cet homme et de son ignorance des choses économiques, pour leurs propres desseins. Ce qu'il a fait, il continuera à le faire. Aucun chef conservateur n'a autant frappé sur la classe ouvrière afin d'abaisser son niveau de vie que l'a fait ce chef ouvriers. Son « mandat de docteur » ne signifie rien d'autre que la possibilité pour lui de continuer ses attaques contre les salaires et les lois sociales. La Cité n'a pas encore donné le dernier de ses ordres à son valet.



Chaque jour nos dirigeants font face aux difficultés avec courage, et une vision parfaitement claire de la situation. (du *New Leader*).

L'I. L. P. veut le Socialisme maintenant

Le fait qui domine ces élections est que l'actuel système économique est brisé. Il y a en notre pays près de 3 millions de chômeurs, et ce nombre augmente de mois en mois. Le niveau de vie des travailleurs est constamment menacé par des réductions de salaires. Nos principales industries déclinent rapidement.

Dans les autres pays c'est la même chose. L'industrie, la finance, le commerce, l'agriculture, tout s'effondre partout. La crainte de la faim hante des millions d'hommes, bien que les marchés soient engorgés de marchandises, que l'on est trop pauvre pour acheter. De cela personne n'en voit la fin. A moins que nous ne nous mettions à construire un nouveau système économique, nous tomberons dans un chaos complet.

LE CAPITALISME NE PEUT ETRE REFORME

L'expérience du gouvernement travailliste a montré la vanité des essais de réforme de notre capitalisme décadent. Le capitalisme ne peut, ni trouver du travail pour les chômeurs, ni les nourrir. Banquiers et Capitalistes veulent réduire les chômeurs à la famine, car n'est-ce point la famine que 27 shillings trois pence pour 4 personnes ? Il est évident que le capitalisme ne peut continuer à vivre que par une réduction du niveau de vie des travailleurs. Mais même cela ne le sauverait point, car chaque réduction de ce niveau de vie signifie une diminution de la demande de marchandises, et, en conséquence, une diminution des affaires et un accroissement du chômage. Il n'y a pas d'autre issue : la nation doit mourir en conservant le Capitalisme, ou trouver une vie nouvelle.

IL FAUT CONQUERIR LE POUVOIR

Nous ne sous-estimons pas la grandeur de la tâche. Un passage rapide et décisif du Capitalisme au Socialisme ne peut s'accomplir que si les travailleurs conquièrent le pouvoir. Ce passage n'aura pas lieu sans que se produise une résistance désespérée des profiteurs du régime actuel. Le pouvoir — cela signifie un gouvernement socialiste résolu, mais aussi, une force organisée pour le soutenir dans le pays. Ce Pouvoir devra être utilisé pour prendre le contrôle de toute la vie économique du pays. Nous ne pouvons plus regarder la venue du socialisme comme le résultat d'une série de mesures couvrant une longue période de temps. La nation doit prendre sous son absolu contrôle les sources essentielles de la puissance économique. La domination tyrannique et désastreuse des banquiers doit être remplacée par la propriété et le contrôle collectifs du système entier de la Banque et du Crédit. Les industries clefs et le sol doivent devenir propriétés nationales. Le contrôle des importations et des exportations doit être retiré des mains des particuliers et être exercé dans l'intérêt de tous. De cette manière la nation pourra elle-même, en pleine conscience, établir le plan du nouveau système économique.

LES TRAVAILLEURS DOIVENT ETRE SERVIS LES PREMIERS

En même temps le Socialisme aura à user du pouvoir pour mettre un terme aux contrastes de la pauvreté et du luxe. Il lui faudra appliquer le principe que les premiers prélèvements à effectuer sur la richesse nationale doivent l'être pour satisfaire aux besoins des travailleurs, des chômeurs, et de tous ceux que l'âge ou le malheur ont privés d'un niveau de vie convenable.

L'actuel système économique assure d'abord le luxe aux capitalistes et aux financiers, et, seulement, en dernier lieu, les besoins des ouvriers. Avec un Pouvoir socialiste l'ordre doit être renversé...

LA POLITIQUE INTERNATIONALE DU SOCIALISME

Le Pouvoir socialiste signifie aussi la liberté complète et l'indépendance de toutes les nations sujettes, y compris l'Inde. Il signifie que devra être prise l'initiative de réorganiser toute l'économie mondiale, de manière à ce que les ressources de toute la terre puissent être distribuées selon les besoins de chaque peuple. Il signifie que le désarmement doit être commencé, quel que soient les retards qu'y apportent les autres pays. Il signifie une collaboration amicale avec la Russie.

Telle est la grande tâche à laquelle l'Independant Labour Party appelle les travailleurs de ce pays. La lutte finale et décisive entre le Capitalisme et le Socialisme est commencée. Qu'aucun de nous ne se repose avant que la victoire ne soit là.

Remarques sur la culture prolétarienne

L'instruction a joui et jouit encore d'un immense prestige. Le généreux XIXe siècle a vu en elle la panacée universelle. Victor Hugo a pu écrire qu'ouvrir des écoles c'était fermer des prisons ; les hommes de confiance du prolétariat ont pu penser que par l'école les peuples se libèreraient de sa servitude. Et ce prolétariat lui-même, ébloui par le savoir de ses maîtres, a attendu de l'école toute sa libération.

Mystique de l'**instruction,** d'une instruction mal définie, devant servir à n'importe qui, pour n'importe quoi. Un seul but : voir s'ouvrir des écoles pour tous, pouvoir enfourner dans ces écoles toujours plus de gaillards avides, sans se demander comment et au profit de qui fonctionneraient ces écoles.

Si bien qu'une grande partie de la classe ouvrière organisée a été pendant des années dépourvue de tout programme de culture ; elle a laissé faire à peu près complètement à son gré un Etat dont pourtant elle a eu et elle a mille occasions de se méfier.

Pourtant, voici qu'au dernier Congrès de Japy la C.G.T. réformiste a voté un projet de réforme de l'enseignement dressé par sa Fédération Générale de l'Enseignement.

Ce projet la **Révolution Prolétarienne** l'exposera dans un prochain numéro ; puis elle recevra bien volontiers les remarques qu'il suggèrera aux uns et aux autres — et nous examinerons ensemble à quel point il répond aux exigences du syndicalisme révolutionnaire, et en particulier à quel point il sera ouvert à l'esprit prolétarien et à l'influence des organisations ouvrières.

L'instruction est-elle une tromperie ?

Mais pendant qu'une large couche de prolétaires acceptait béatement l'**instruction** que l'Etat bourgeois distribue en ses écoles, un malaise naissait chez quelques prolétaires. C'est que l'instruction-panacée était chaque jour distribuée aux enfants prolétaires ; de petits prodiges, orgueil de leur papa et curiosité des voisins, par le canal des bourses, gagnaient leurs galons d'ingenieurs, de médecins ou de colonels ! Et ils devenaient des « monsieur ». Depuis, le papa et les voisins sentent confusément que le petit gars leur a été volé. Il sait mille choses mais son bon sens n'est pas plus clair ; même dans sa technique, il déçoit : l'ingénieur sorti des écoles, se laisse prendre en défaut par ses ouvriers ; le médecin avec tant de diplômes est indifférent devant la maladie ; l'avocat ne défend le droit qu'à travers des billets de cent francs. Les intellectuels même sortis du peuple se pavanent, exploitent, aident à l'exploitation de leur classe d'origine.

Les écoles se sont multipliées mais les prisons ne se sont point closes et populo est toujours asservi.

« Alors, l'instruction, c'était encore une tromperie ? »

Cette méfiance un jour se traduit par un cri : « La Révolution Sociale sera l'œuvre du poing armé des travailleurs. » Ce cri on le repète de meeting en meeting et les travailleurs d'applaudir.

Et moi qui suis là un jour d'applaudir comme les autres.

Jusqu'au jour où je trouve dans une brochure un éloge de l'ignorance.

« L'une des raisons pour lesquelles le prolétariat russe a pu se libérer le premier de l'exploitation bourgeoise est sans nul doute l'ignorance où il se trouvait encore. La bourgeoisie russe n'avait pas encore eu le temps d'instruire ses exploités afin de leur vendre des journaux où chaque jour elle leur aurait enseigné les beautés du régime capitaliste. Ne voyant pas la machine sociale capitaliste, comme les prolétaires d'Occident, à travers la presse bourgeoise, les prolétaires et les paysans russes la virent simplement et de la meilleure façon : avec leurs yeux, c'est-à-dire telle qu'elle était dans sa férocité et dans son cynisme. Ils comprenaient plus facilement l'exploitation qu'ils subissaient. Et ces ignorants virent plus clair et surent mieux agir que les tristes esclaves des capitalistes français nantis d'instituteurs laïcs émancipés et libérateurs ! » (1).

Là, je me cabre car je sais bien que la Révolution russe a été faite non par les ignorants mais par ceux qui avaient su transformer leur culture bourgeoise en culture révolutionnaire. Et j'examine froidement les choses. Cet appel au prolétariat qui fournira le « poing armé », ruse encore d'intellectuels. Populo, attention ! Tu fourniras le poing armé à ceux qui prétendent penser pour toi et croient avoir tous les droits à te diriger.

Tu dois exiger que ton poing armé soit guidé par ton cerveau averti. Tu dois donc aviser aux moyens de donner aux cerveaux une culture prolétarienne.

Si tu t'est brouillé avec l'instruction, si tu ricanes face à l'homme qui s'instruit, tu as tort — et ont encore plus tort ceux qui appelés par toi à la direction des partis révolutionnaires ne se sont quasi pas occupés de ta culture.

Culture bourgeoise ou culture prolétarienne ?

Selon Jean Guéhenno (2) il n'y aurait qu'une seule culture qui ne serait ni bourgeoise, ni prolétarienne. Car toute culture qui vise autre chose que l'humain n'est pas une culture mais un dressage. Théoriquement, il se peut. Mais pratiquement il n'existe que deux cultures : la bourgeoise et la prolétarienne ; la première qui prépare une armée de hauts fonctionnaires, de légistes, de techniciens, de penseurs, d'artistes avec lesquels la bourgeoisie assure ses besognes quotidiennes, dore son blason et se donne des titres à sa fonction de classe dirigeante — et la deuxième qui mettra le prolétariat à même d'organiser et diriger une société rénovée.

Que l'esprit s'ingénie à concevoir une culture qui ne prétendra qu'à servir l'homme, c'est son droit. Mais en fait l'humain et le prolétarien se confondent. L'objectivité — avec laquelle se caractérise l'humain — est au service du prolétariat car elle dénude les mensonges fondamentaux de la culture bourgeoise. Et la bourgeoisie ne s'y trompe pas qui fait de toute objectivité reproche à ses éducateurs comme d'un crime de lèse-bourgeoisie.

---

(1) *Joseph Boyer* : l'Ecole laïque contre la classe ouvrière.
(2) *Conversion à l'humain.*

Sans doute Jean Guéhenno et bien d'autres se méfient-ils de la culture prolétarienne car ils peuvent constater que les partis et organisations prolétariennes s'en désintéressent cordialement et qu'ils lui ont substitué un système de propagande qui emploie le mensonge sous toutes ses formes et tout particulièrement le mensonge par « omission ». C'est Jean Guéhenno, je crois, qui faisait remarquer un jour que le « Populaire » et l' « Humanité » avaient refusé de présenter à leurs lecteurs « Ma Vie », de Trotsky : pour l'un il s'agissait d'empêcher les lecteurs éventuels de réfléchir sur les acrobaties de divers Renaudel — pour l'autre d'empêcher les siens de douter des vertus de Staline. Etouffement significatif.

Certes la ligne de démarcation entre la propagande et la culture est difficile à préciser. « Toute éducation est une propagande. Toute propagande est une éducation. Lorsque la propagande, par sa mauvaise foi, cesse d'être une éducation, elle cesse en même temps d'être une propagande qui porte », écrivions-nous à propos des écoles ouvrières anglaises.

D'autre part, cette ligne de démarcation est une affaire d'appréciation personnelle ; il n'est que trop évident que le militant, au cœur de la mêlée, sera plus souvent amené à malmener la vérité qu'un artiste placé bien haut et loin du combat.

— Ici, j'entends bien ce pseudo-marxiste qui se lève et dit : « Il n'y a pas de vérité — la vérité n'est qu'une grue métaphysique qui bat le trottoir pour nous détourner des problèmes réels. » Sans doute qu'il n'existe point une Vérité avec un V majuscule, mais il y a des choses vraies et des choses fausses — il y a des textes honnêtement cités et d'autres abominablement déformés — il y a des polémistes sincères qui discutent les arguments de leurs adversaires et d'autres qui les déforment sciemment.

Qu'entendons-nous d'ailleurs par culture prolétarienne ? Essentiellement une culture qui émanant du prolétariat soit assimilable par lui, — une culture qu'il se donne à lui-même ou tout au moins dont il contrôle lui-même la distribution, — une culture qui se fondant sur l'immédiat et le concret, atteindra jusqu'à la science et l'art désintéressés — ce qui ne doit pas prêter à sourire : les pâtres sortant leur troupeau ont, dans un but utilitaire, interrogé mille fois les cieux et voilà qu'un jour le ciel s'est peuplé par eux et pour eux de merveilleuses légendes !

Ici encore une dispute à régler : le militant envisage cette culture prolétarienne avec beaucoup de politique et d'économique — l'artiste avec beaucoup de bouquins, des films et un accompagnement de musique. Naturellement, ils se regardent de travers.

Ne nous laissons impressionner ni par l'un ni par l'autre. La culture prolétarienne exigera l'apport du militant et celle de l'artiste et leur bon accord. En 1931, l'artiste qui ne s'est point penché sur la réalité des problèmes sociaux est un huluberlu — même chez le bourgeois, l'art pur termine sa course. Et le militant qui vit à l'écart de tout art n'a de la vie sociale qu'une conception sommaire et sans nuances. C'est lui sans doute qui a mis à la mode dans le vocabulaire ouvrier ces mots de « traîtres », de « vendus », de « froussards » par lesquels on prétend expliquer trop souvent les imprévus du mouvement social. Incapable de se livrer au premier geste de l'artiste : comprendre autrui, « se mettre dans sa peau », il se livre frénétiquement à la plus suraiguë et à la plus inutile des propagandes.

L'art est nécessaire à l'esprit comme le jeu au corps. Jeu et art, signe de jeunesse, de vitalité, de construction, de conquête.

Nous ne prétendons pas à régler la contribution de l'économie politique — de la technique du travail — ou des arts — à la culture prolétarienne et nous n'établirons point de tableau : 25 % de..., 15 % de...

La culture prolétarienne ne pourra point accepter de codification semblable, ni aucune autre sorte de codification. Sa ligne ne pourra pas être simple. Elle sortira des besoins des masses et non du plan de quelques bureaucrates révolutionnaires. Elle sera en perpétuelle transformation. Et elle ne donnera une impression de maturité que dans la société révolutionnaire.

Peut-on déjà créer la culture prolétarienne ?

D'aucuns pensent que non, que cela sera peine perdue et ils renvoient toute réalisation au lendemain de la Révolution !

On peut se demander pourquoi.

La bourgeoisie n'a point attendu 93 pour avoir sa culture ! il lui a été de première nécessité d'avoir dès 1789, des cadres pour assurer la transformation sociale entreprise.

Que le « grand soir » soit dans 2 ans ou dans 40, la Révolution créatrice aura besoin non pas seulement d'agitateurs capables de trouver le cœur et la raison des masses, pour les entraîner à l'assaut, mais encore plus, d'une élite de cadres. La Révolution russe a eu besoin d'agitateurs pendant quelques mois — elle a besoin de créateurs depuis quatorze ans et à peine est-elle sur le seuil de sa besogne. Y pensons-nous ? Si demain la crise économique permettait la Révolution, serions-nous capables de gérer nos services ! Aurions-nous tout prêts assez de techniciens pour les chemins de fer — avons-nous en réserve les équipes qui dirigeraient les usines Citroën, les usines Renault et la boîte à Michelin ? ou bien nous faudrait-il pendant des années et des années nous confier à des techniciens dont nous nous défions et que nous aurions à peine la capacité de contrôler ?

Et où sont nos économistes, nos législateurs, nos financiers ? Nous avons bien souvent de la peine à trouver un trésorier de syndicat...

Qu'on ne pense pas que cela signifie la nécessité d'attendre des cadres pour agir : cela signifie que parallèlement à toute besogne d'action révolutionnaire doit s'envisager un vaste travail de culture prolétarienne qui se trouve être une de ces bases multiples sur lesquelles doit s'asseoir notre syndicalisme pour prendre sa figure de constructeur d'un ordre nouveau. A peine en parle-t-on dans la C.G.T.U. et les partis prolétariens. Combien de syndicats ont seulement une bibliothèque ? Combien de militants taxent de telles préoccupations de « réformisme » et se refusent à tout effort autre que l'ingurgitation de la pâtée du journal quotidien ?

Abattre le prestige de la culture bourgeoise

Si nous pouvions hésiter sur la nécessité et l'efficacité de cet effort immédiat de culture, voici un petit fait, qui lèverait nos hésitations. La **Révolution Prolétarienne** de novembre 1930 a publié une étude sur les **Ecoles Ouvrières anglaises.** On a pu voir comment ce mouvement d'éducation s'était empiriquement formé avec ses diverses tendances. De ce mouvement on a pu contester la valeur strictement révolutionnaire, il est fort probable en effet que certaines des branches de ce grand arbre sont des branches mortes. Mais la preuve qu'il comporte une certaine efficacité prolétarienne (efficacité destinée à varier avec les fluctuations qui atteignent la classe ouvrière anglaise) c'est la bourgeoisie qui nous la fournit. Elle pense en effet à donner des bourses aux **ouvriers** pour suivre les cours des Universités bourgeoises d'Oxford et Cambridge.

Voici d'ailleurs exactement ce que dit la « Cambridge Review » :

On a émis l'idée que les Universités pourraient jeter un pont entre le travail purement physique et celui purement cérébral en éduquant l'élite de la classe ouvrière, les leaders des syndicats. Pendant des centaines d'années les Universités ont fait l'éducation des leaders de l'Eglise, du Barreau et de l'Etat; si elles pouvaient avoir les leaders du mouvement syndical, cela comblerait une lacune de leur travail pour l'Etat.

Egalement éloigné de la thèse petite-bourgeoise appelant n'importe quelle culture et de la thèse opposée qui renvoie au lendemain de la Révolution la mise en œuvre d'une culture prolétarienne, le Syndicalisme révolutionnaire considère que la classe ouvrière doit s'employer chaque jour — même en régime bourgeois — à créer ses organes de culture.

Il est nécessaire de fournir aux travailleurs un certain nombre d'éléments qui leur permettront de remettre à sa place la culture bourgeoise et d'abattre le prestige qu'elle a usurpé ; — d'analyser et de discuter la pensée et les réalisations éducatives des organisations prolétariennes françaises et étrangères et particulièrement de la Russie soviétique — de suivre l'effort d'expérimentation et d'adaptation que les pédagogues d'avant-garde poursuivent au sein même de l'école actuelle.

Tout cela sans oublier que la culture déborde largement les questions scolaires et les cadres théoriques et qu'à l'heure actuelle elle est fortement influencée par les réalisations artistiques de toutes sortes, au premier rang desquelles il faut placer la littérature, le cinéma et la radio

Cet effort nécessaire est plus ou moins amorcé de divers côtés ; la **Révolution Prolétarienne** comme par le passé et plus que par le passé s'efforcera d'y contribuer aussi bien par son travail propre qu'en suivant avec attention l'effort que d'autres peuvent faire. Persuadée que la création d'une culture ouvrière ne saurait être l'œuvre de quelques individualités plus ou moins spécialisées, elle demande à tous ses amis syndicalistes révolutionnaires d'apporter leur pierre à l'édifice. Critiques, suggestions, documents, articles, tout ce qui pourra contribuer à nous éclairer les uns les autres et à fortifier notre volonté d'édifier l'ordre socialiste sera le bienvenu,

B. GIAUFFRET.

LETTRE DE L'INTERNATIONALE

Où en est l'Allemagne ?

C'est être assez présomptueux que d'écrire un article sur la situation actuelle de l'Allemagne. Personne, dans le pays lui-même, ne sait où en sont les choses. Il y a de cela plusieurs semaines, vers minuit, un membre du parti communiste allemand arrivait, fraîchement débarqué d'un avion, dans une ville étrangère, afin d'y déposer des documents importants, tant l'on était alors convaincu que la révolution était imminente.

Il est revenu, il y a quelque temps, plus tranquille et moins pressé. Et il a déclaré que la gauche du parti communiste avait été trahie par la droite, celle-ci n'étant rien autre... que la majorité de la Centrale du Parti. L'on s'attendait, dit-il, à un nouvel octobre 1923. En Allemagne, octobre 1923 est considéré comme l'époque où une révolution aurait éclaté si le président du parti communiste d'alors n'avait pas sonné la retraite...

Pour les révolutionnaires des autres pays cela peut paraître une plaisanterie... En Allemagne, des hommes, qui ne sont pas dépourvus d'intelligence, y croient.

Les communistes de droite, c'est-à-dire la majorité du P. C. allemand, sont d'avis qu'il est nécessaire actuellement de retenir le prolétariat afin qu'il ne subisse pas une défaite qui lui fasse perdre complètement courage. Et cela, alors qu'il y a six mois, on parlait dans les termes les plus enthousiastes, de la révolution toute proche ; tout était alors en ébullition ; maintenant on cherche à mettre une sourdine.

Personne ne parle plus d'un putsch hitlérien. Ceux de la gauche affirment d'ailleurs qu'on n'y a jamais cru sérieusement. On l'a inventé afin de ne pas être forcé de mettre la main à la pâte soi-même.

Ce qu'il y a de vrai dans tout cela, il est difficile de le savoir, mais en tous cas, c'est de cette manière que jugent la gauche et la droite du P.C. allemand.

Moins authentique, et dite plutôt à la blague, est cette histoire qui circule dans le parti. Thälmann, le héros officiel et le chef de la future révolution allemande, aurait été mandé près de Staline. Celui-ci lui aurait dit : « Vous avez donc l'intention de faire en Allemagne la révolution. Hem ! Hem ! Cela dérange notre plan quinquennal... Donnez nous un quart d'heure de grâce... » Thälmann aurait concédé aux Russes le quart d'heure de grâce et c'est pourquoi on a mis le

frein à la révolution allemande ; — tel est ce que racontent ceux de la gauche.

A un point de vue objectif, il est bien difficile de dire quelle pourrait être la solution du problème allemand. L'Allemagne est surindustrialisée. Il y a deux millions d'hommes que l'industrie ne peut pas occuper à moins que l'Allemagne et la Russie ne forment une seule unité économique. Dans le reste du monde il n'existe, à l'heure qu'il est, aucune chance pour l'écoulement des produits de l'industrie allemande. La Russie, il est vrai, s'industrialise, et absorbe, pour cela, un certain nombre d'architectes, d'ingénieurs, d'ouvriers qualifiés allemands, mais cela est négligeable.

La gauche du P.C. allemand affirme : dans le cas d'une révolution allemande on transporterait Moscou à Berlin, on formerait un empire socialiste, et la solution serait toute trouvée.

La Russie, en la personne de ses leaders responsables, se tait.

En tous cas, la grande masse, en Allemagne, ne possède point ce puissant agent moteur que serait l'idée qu'une solution concrète à ses difficultés est actuellement possible, et que cette solution peut être atteinte par une révolution. Cela est grave. Car il faut croire à l'utilité d'une action révolutionnaire pour pouvoir l'exécuter avec joie.

Tout porte à croire que la révolution allemande serait un acte de désespoir, plutôt qu'un acte optimiste de foi en un bel avenir. Au moins chez ceux qui réfléchissent.

Hitler et Cie, s'empareront-ils du pouvoir ? C'est possible. Mais cela ne signifie pas grand'-chose.

Ils seraient bien forcés de recourir aux mêmes moyens que le grand capitalisme : faire des économies sur le dos de l'ouvrier. Lui donner si peu à manger que l'obtention d'un profit redevienne possible. Point n'est besoin d'offrir le pouvoir à Hitler et aux siens pour qu'ils assomment les ouvriers ; ils le font bien sans cela. Chaque samedi et chaque dimanche, et, si besoin est, les autres jours de la semaine. Les revendications sociales des Hitlériens ? mais ils ne pourront jamais les mettre à exécution lorsqu'ils seront au gouvernement — sauf peut-être celles contre les juifs... Malheureusement, un bon nombre de ceux qui appartiennent aux partis social-démocrate, ou communiste, ou au prolétariat non-organisé, prendraient part à une telle action, mais au point de vue économique, cet antisémitisme de pogromes ne soulagerait personne — sauf les quelques bandits qui auraient organisé les pogromes.

D'ailleurs Hitler peut faire des pogromes sans être au pouvoir — et il en a déjà fait.

L'Allemagne est dans une situation redoutable. Le pire est que l'on ne voit rien comme préparatifs et comme action — seules, les grandes phrases résonnent. La situation rappelle celle du printemps 1914.

A cette époque, l'on voyait venir la guerre, et la social-démocratie internationale, toujours prête à se contenter de phrases, proclamait : « il ne faut pas s'en faire ; nous saurons l'empêcher ».

Et puis, quand la guerre a éclaté, les chefs de l'Internationale Ouvrière, la queue entre les jambes, se sont dispersés, muets et furtifs...

Une nouvelle menace surgit. On n'entend presque plus rien — et s'il arrive quelque chose, ce sera peut-être un 1914, ou, comme ceux de la gauche le prophétisent, un octobre 1923... Espérons cependant qu'il n'en sera pas ainsi.

X. Y. Z.

Nous publierons dans notre prochain numéro un article de Pierre MONATTE sur : *la première campagne pour l'unité et les deux congrès confédéraux.*

HENRI FULCONIS

Les lecteurs de la R. P. apprendront avec douleur la mort de notre ami Henri Fulconis survenue le 9 octobre.

Henri Fulconis avait dû cesser toute activité militante depuis deux ans et demi, mais on n'a pas oublié le rôle important qu'il a joué dans le syndicalisme universitaire et à la Ligue Syndicaliste. Dans « Le Cri du Peuple » du 13 octobre, on trouvera des détails biographiques sur un militant dont la classe ouvrière peut être fière.

Agé de 32 ans seulement, Fulconis avait participé depuis dix ans à toutes nos batailles : DEFENSE DE LA REVOLUTION RUSSE, ORGANISATION DU SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE, EFFORT DE REDRESSEMENT DU MOUVEMENT OUVRIER, LUTTE POUR L'UNITE SYNDICALE. Appartenant à la fois au S. N. confédéré et à la Fédération unitaire, il fut l'un des plus fervents partisans du front unique, et son activité corporative n'a été arrêtée que par la maladie. Encore a-t-il tenu longtemps, même malade, la rubrique corporative dans l' « Action Syndicaliste ». Les lecteurs de la R.P. se souviennent aussi des deux études qu'il donna sur le TRAITEMENT UNIQUE et sur LES CONSEILS D'ECOLE, et de l'effort de propagande qu'il entreprit en faveur de la LIGUE SYNDICALISTE dont il était le trésorier.

Parmi les « nés de la guerre », Fulconis était un des plus honnêtes, des plus fermes, des plus vigoureux.

POUR L'ANNIVERSAIRE...

En mémoire de ceux qui ont fait la Révolution
et qui sont maintenant en Sibérie ou en exil.

Les deux grandes journées de 1917

LE 22 OCTOBRE

Le conflit entre les deux pouvoirs — le gouvernement provisoire présidé par Kerenski, et le Soviet — entre à Pétrograd dans une phase aiguë à partir du 16 octobre, moment de la constitution du Comité Révolutionnaire Militaire (C.R.M.) — Antonov-Ovsenko, Podvoiski, Tchoudnovski, — près le Soviet. La garnison de Pétrograd était acquise au bolchevisme. Le gouvernement, arguant de l'éventualité d'une offensive allemande, prétendit faire sortir les régiments les plus révolutionnaires. Pourvu de services de liaison, d'informations, d'armement, le C.R.M. commença par désigner des commissaires auprès de toutes les unités de troupes ; la bourgeoisie s'armait de son côté ; la nomination de commissaires auprès des dépôts d'armes l'empêcha de continuer ; les délégués du C.R.M. furent bien accueillis par les soldats qui savaient le Comité décidé à empêcher leur envoi au front. Le C.R.M. refusa, en effet, de contresigner l'ordre de départ des régiments rouges ; refus qu'on eut l'adresse de motiver par le désir de se renseigner sur les besoins de la défense... Le C.R.M. assuma auprès de la garde rouge les fonctions d'un quartier général. Il prescrivit finalement aux troupes de n'obéir à aucun ordre émanant du commandement de la place. Dès lors, l'insurrection fut en quelque sorte latente. Deux pouvoirs se mesuraient et deux autorités militaires, l'une — insurrectionnelle — annulant délibérément les ordres de l'autre...

Située au centre de la ville, sur un îlot de la Néva, bien garnie de canons, la forteresse de Pierre-et-Paul était pour le C.R.M. un gros sujet d'inquiétude. Son artillerie menaçait le palais d'Hiver. Son arsenal renfermait 100.000 fusils. La garnison paraissait fidèle au gouvernement provisoire. Trotski proposa de prendre la citadelle de l'intérieur... par un meeting. Il y réussit (avec Lachévitch).

La journée du 22 octobre fut celle du Soviet de Pétrograd ; ce fut, en somme, le plébiscite grandiose, de l'insurrection. Comme il arrive souvent quand s'accomplissent des événements d'une immense ampleur, la cause immédiate paraît en être de peu d'importance : car elle n'est en réalité, dans l'enchaînement des causes, que le dernier maillon, souvent ténu. Le Comité Exécutif Central des Soviets, encore sous l'empire des socialistes de paix sociale, tenait la caisse du Soviet de Pétrograd. Celui-ci avait besoin d'un journal. Il fut résolu d'organiser le 22 une série de grands meetings destinés à réunir les fonds nécessaires à la création d'un organe. La presse bourgeoise, apeurée par cette mobilisation de masses, annonça l'émeute. Kérenski tint un langage qui parut énergique, mais n'était que fanfaron. « Toute la Russie est avec nous ! Nous n'avons rien à craindre ». Il menaça « les éléments, les groupes, les partis qui osent attenter à la liberté du peuple russe, risquant au même moment d'ouvrir le front à l'Allemagne, d'une liquidation décisive et complète ». Un Gallifet ! Un Cavaignac ! Vaines menaces. Il était trop tard. La journée du 22 fut une mobilisation formidable des masses. Toutes les salles furent bondées. A la Maison du Peuple (Narodni Dom), des milliers d'hommes emplirent les couloirs, les galeries, les salles ; dans le grand hall, des grappes humaines s'accrochèrent, frémissantes, à l'armature métallique de l'édifice... John Reed était là ; ses notes sur cette assemblée, où la voix de Trotski souleva la foule, méritent d'être citées. « Autour de moi, les gens paraissaient entrer en extase. Il me semblait que la foule allait entonner tout à coup, spontanément, sans entente ni signal, un hymne religieux. Trotski lut une résolution où la formule générale disait à peu près que l'on verserait pour la cause des ouvriers et des paysans jusqu'à la dernière goutte de sang... — Qui est pour ? — La foule innombrable leva les mains comme un seul homme. Je voyais ces

mains levées et les yeux brûlants des hommes, des femmes, des adolescents, des ouvriers, des soldats, des moujiks... Trotski continuait à parler. Les mains, innombrables, demeuraient levées. La foule consentait. La foule prêtait serment... Et la même chose se passait dans tout Pétrograd. Partout avaient lieu les derniers apprêts ; on prêtait partout les derniers serments. Des milliers, des dizaines de milliers, des centaines de milliers d'hommes. C'était déjà l'insurrection. »

LE 25 OCTOBRE

Les forces révolutionnaires de Cronstadt reçurent, le matin du 25, l'ordre de se préparer à prendre la défense du congrès des Soviets (car toute l'offensive se déroulait avec un semblant formel de défensive).

La flotte vint nombreuse à la rescousse du prolétariat et de la garnison. Les croiseurs « Aurore », « Cleg », « Norik », « Zabiiaka », « Samson », deux torpilleurs, d'autres bâtiments encore remontèrent la Néva.

Trois camarades, Podvoiski, Antonov-Ovseenko, Lachévitch avaient été chargés d'organiser la prise du Palais d'Hiver. Avec eux travaillait Tchoudnovski, grand militant des premiers jours, qui devait périr bientôt en Ukraine. L'ancienne résidence impériale est située au centre de la ville, en bordure de la Néva ; sur l'autre rive, à six cents mètres, la forteresse de Pierre et Paul lui fait vis-à-vis. Au midi, la façade du palais donne sur une vaste place pavée, où s'érige la colonne Alexandre Ier. Lieu historique. Au fond, en demi-cercle, les vastes bâtiments réguliers de l'ancien grand état-major et de l'ancien ministère des Affaires étrangères. Sur cette place, crépitèrent, en 1879, les coups de revolver de l'étudiant Soloviev, devant lequel on vit fuir, courant en zig-zag, blême et la nuque baissée, l'autocrate Alexandre II. En 1880, la dynamite du menuisier Stéphane Khaltourine, explosant sous les appartements impériaux, secouait ces mornes édifices. Au 22 janvier 1905, sous ces fenêtres, la troupe ouvrait le feu sur une foule de pétitionnaires ouvriers, porteurs d'icônes, venus vers le tsar, petit-père du peuple, en chantant des hymnes religieux. Il y eut ici une cinquantaine de morts et plus d'un millier de victimes au total ; et l'autocratie fut touchée à mort par ses propres balles...

Le 25 octobre, dès le matin, les régiments acquis aux bolcheviks et les gardes rouges commencèrent à cerner le Palais d'Hiver, siège du ministère Kérenski. L'assaut devait être donné à 9 heures du soir, bien que Lénine s'impatientât, exigeant qu'on en finit plus vite. Pendant que le cercle de fer se resserrait lentement autour du palais, le congrès des Soviets se réunissait à Smolny, dans un ancien institut des Filles de la noblesse. Encore illégal, quelques heures avant d'incarner la dictature du prolétariat, encore grimé, Lénine arpentait d'un pas nerveux une chambrette de l'institut. A tout arrivant, il demandait : « Le Palais ? Pas encore pris ? » La fureur montait en lui contre les hésitants, les temporisateurs, les indécis. Il menaçait Podvoiski : « Il faut le faire fusiller, le faire fusiller ! » Les soldats, groupés autour des brasiers, dans les rues voisines du palais témoignaient de la même impatience. On les entendait murmurer que « les bolcheviks aussi se mettaient à faire de la diplomatie ». Une fois de plus, le sentiment de Lénine était, même sur un point de détail, celui de la masse. Podvoiski, sûr de tenir la victoire, différait l'assaut. L'agitation démoralisait un ennemi condamné. Chaque goutte de sang révolutionnaire, facile à épargner, était, dans ces conditions, précieuse.

Une première sommation de se rendre est adressée à 6 heures aux ministres ; à 8 heures, second ultimatum ; le parlementaire bolchevik harangue les défenseurs du palais ; les soldats d'un bataillon d'élite se rendent aux insurgés : un hourrah formidable les accueille sur la place transformée en champ de bataille. Le bataillon de femmes se rend quelques minutes plus tard. Les ministres, terrifiés, gardés dans une vaste salle sans lumière par une poignée de jeunes aspirants, hésitent encore à capituler. Kérenski les a lâchés, promettant un prompt retour à la tête de troupes fidèles. Ils s'attendent à être écharpés par une foule furieuse. Le canon de « l'Aurore » — qui tire à blanc ! — achève de démoraliser les défenseurs. L'assaut des rouges ne rencontre qu'une molle résistance. Des grenades éclatent sur les grands escaliers de marbre, des corps à corps se nouent dans les corridors. Dans la pénombre d'une vaste antichambre, une rangée d'aspirants livides croisent la baïonnette devant une porte lambrissée.

C'est le dernier rempart du gouvernement bourgeois de la Russie. Antonov-Ovseenko, Tchoudnovski, Podvoiski écartent ces baïonnettes inertes. Un jeune homme leur chuchote : « Je suis à vous ! » Le gouvernement provisoire est là : treize messieurs flageolants, lamentables, treize visages décomposés, noyés dans l'ombre. Comme ils sortent du palais, encadrés de gardes rouges, une clameur de mort s'élève. Soldats et marins ont des velléités de massacre. La garde ouvrière les contient. « Ne souillez pas d'excès la victoire prolétarienne ! »

Les ministres de Kérenski vont rejoindre à la forteresse de Pierre et Paul, vieille bastille où passèrent tous les héros de la liberté russe, les ministres du dernier tsar. C'est fini.

Victor SERGE.

(L'An I de la Révolution Russe).

IL Y A CENT ANS

La première prise du pouvoir par le prolétariat

LYON, NOVEMBRE 1831 (1)

LE TARIF

En février 1831, les travailleurs de la soie de Lyon adressent à la Chambre des députés une pétition respectueuse, où ils exposent leurs doléances et demandent la réorganisation du tribunal des prud'hommes sur les bases paritaires. Ils se plaignent de ce que ce tribunal, dont les jugements sont rendus à huis clos, tranche toujours contre leurs intérêts. Mais on chercherait en vain, dans ce long document, une phrase qui ressemblât à une menace ou à une mise en demeure. Les ouvriers protestent de leur attachement au pouvoir ; s'ils se plaignent de leurs employeurs, ils se déclarent confiants dans l'intervention de la Chambre.

Inutile de dire que cette supplique reste sans effet.

Le 11 octobre, le tribunal des prud'hommes, dont la sollicitude envers les canuts n'a pourtant rien d'excessif, prend une délibération où il est dit :

« Considérant que, malgré toute la sollicitude du conseil des prud'hommes pour le bien-être des ouvriers, il est de notoriété publique que beaucoup de fabricants paient des façons fort minimes ;

« Considérant que dans les circonstances actuelles il importe d'ôter tout prétexte à la malveillance et de maintenir la tranquillité de la classe ouvrière malheureuse ;

« Le Conseil, après avoir délibéré, décide qu'il est utile qu'un tarif au minimum soit fixé, etc... »

Le maire de la Croix-Rousse, Richan, invite le préfet à provoquer l'établissement d'un tarif ; le préfet, Bouvier du Molart, se montre favorable à cette idée, tant par prudence que par intérêt réel pour la souffrance ouvrière.

Une réunion de la chambre de commerce abonde dans le même sens ; elle constate :

1° Que les ouvriers sont dans un état de souffrance réelle ;

2° Qu'une petite minorité (?) de fabricants abuse des circonstances pour faire des bénéfices scandaleux ;

3° Qu'il est utile et urgent de venir au secours des ouvriers par la publication d'un tarif ;

4° Que cette mesure n'est pas nouvelle, qu'il y a eu de nombreux précédents.

Du côté des ouvriers, on s'agite beaucoup. Des attroupements sont signalés chaque jour par les rapports de police des commissaires ; on crie, on chante « la Marseillaise ». « Le Précurseur » signale des cris et des menaces contre les fabricants. Le 8 et le 10 octobre, les chefs d'atelier se réunissent ; ils écrivent au préfet pour lui demander de les soutenir pour l'obtention du tarif. Le préfet promet son concours. Une commission est nommée, à la tête de laquelle se trouve un chef d'atelier des Brotteaux, Bouvery. Elle est tout à fait légaliste, et son président s'empresse de publier qu'il n'accepte ce poste qu'à la condition que l'ordre ne sera point troublé. La lettre au préfet affirme : « Loin d'elle (la commission), Monsieur le préfet, l'idée d'arriver à son but par des voies violentes et illégales ».

Les ouvriers s'adressent également à l'administration municipale. L'adjoint Boisset convoque une réunion des fabricants et des ouvriers ; elle ne donne aucun résultat. Grande colère des patrons, qui accusent l'administration d'avoir organisé un guet-apens! Obligés, par l'intervention du maire et du préfet, de se prêter à des conversations auxquelles ils étaient généralement hostiles, ils diront plus tard qu'ils ont eu la main forcée et qu'ils ont cédé à la menace et à la contrainte.

Une autre réunion a lieu le 21 octobre, devant le préfet, assisté des maires de Lyon, Vaise, la Croix-Rousse, la Guillotière ; de délégués de la chambre de commerce et des prud'hommes. Les délégués patrons prétendent n'être pas mandatés. Les délégués ouvriers refusent de traiter avec des gens sans mandat. Le préfet convoque alors les patrons pour le 24, à l'effet de nommer des délégués officiels ; une nouvelle réunion a lieu le 25 entre vingt-quatre patrons et vingt-quatre ouvriers. Le tarif élaboré par les ouvriers est voté et signé en présence du préfet.

Pendant la délibération, une manifestation des ouvriers a lieu dans les rues de la ville. Groupés par sections, les ouvriers défilent (chefs d'atelier et compagnons) jusque devant la préfecture. Le préfet, en uniforme, vient les exhorter à se retirer, afin qu'on ne puisse les accuser d'avoir pesé sur le vote par une manifestation provocatrice. Les ouvriers, en se retirant, crient : « Vive le préfet ! Vive notre père ! »

Ils reviennent cependant un peu plus tard, et le préfet en personne leur annonce la signature du tarif. Celui-ci, porté à la connaissance du public par voie d'affiches, est « certifié » par « le maire, Boisset, adjoint ; le préfet, du Molart ». La joie est extrême dans les quartiers des canuts. Ce soir-là, ils illuminent, et des bals et des fêtes se prolongent durant toute la nuit.

Mais ce résultat acquis, les fabricants cherchent aussitôt à obtenir l'abolition du tarif. D'après la relation de Bouvier du Molart, cent quatre fabricants manifestèrent seuls tout d'abord leur hostilité :

« Les vingt fabricants seuls réfractaires au tarif sur quatorze cents se sentant forts de l'opinion de M. le comte d'Argout s'agitèrent, recrutèrent une trentaine de leurs confrères ; tous ensemble déterminèrent une cinquantaine d'autres à joindre leur signature au bas de ce fameux mémoire des cent quatre, nombre qui n'a jamais été dépassé par les opposants au tarif. »

(1) Extrait d'une brochure *Les Insurrections lyonnaises* (1831-1834) qui vient de paraître à la librairie du Travail.

Depuis la signature du tarif, le conseil des prud'hommes condamne les fabricants qui se refusent à l'appliquer. Mais le 17 novembre, sur les instances du ministre d'Argout, Bouvier du Molart est contraint d'écrire que le tarif « n'avait pas force de loi, qu'il n'était qu'un engagement d'honneur ». C'est la permission octroyée aux patrons de reprendre leurs anciennes pratiques. Le tarif ne peut avoir de valeur que s'il est respecté par tous les fabricants et s'il a un caractère d'obligation. Les prud'hommes cessent aussitôt de donner gain de cause aux ouvriers, et ceux-ci, voyant perdus le fruit de leurs efforts et leurs espoirs dans une amélioration de leur sort, sont portés à un état de colère désespérée. Ils maintiennent leur décision de voir appliquer le tarif, et les patrons, de leur côté, menacent de refuser du travail.

Ils passent bientôt à l'exécution de cette menace. « Plusieurs milliers de métiers cessent tout à coup d'être occupés » écrit Monfalcon. Ce que le préfet redoutait va se réaliser : l'effervescence qui se manifestait chez les ouvriers, et qui avait été calmée par le vote du tarif, renaît, plus violente. Les « soyeux » lyonnais ont toujours eu la réputation de cagots routiniers qui ne brillent ni par leur intelligence ni par leur libéralisme. Face à la concurrence étrangère, ils ne trouvent qu'une solution simpliste, capitaliste par essence, le maintien des salaires à des taux que le prix de la vie rendait plus qu'insuffisants, quelles que soient d'ailleurs les facultés de résignation et d'endurance et la dose de patience d'une population à la fin excédée.

LE COMBAT

Le dimanche 20 novembre, les ouvriers se réunissent. Ils décident une manifestation monstre qui se déroulera le lendemain dans la ville, pour réclamer du travail et le tarif. Déjà, « l'Echo de la Fabrique », journal ouvrier, a lancé un avertissement aux fabricants qui provoquent la fermeture des ateliers. Qu'ils prennent garde, dit en substance la feuille des canuts ; les ateliers pourraient bien rester fermés plus longtemps que ces messieurs le pensent.

Est-il vrai, comme l'ont rapporté certains journaux et certains historiens du temps (Monfalcon et Baron, entre autres), que dès le 20 les ouvriers se mirent à confectionner des cartouches ? Les canuts pensaient-ils déjà à une action violente, ou bien celle-ci est-elle née des circonstances ? Il apparaît certain qu'aucune action violente n'a été concertée d'avance ; la grosse majorité des canuts demeure partisan d'une action légale ; mais des circonstances fortuites pousseront cette masse exaspérée à une révolte spontanée.

Le soir du 20 novembre, le maire de la Croix-Rousse, Richan, garantit le calme de son faubourg au préfet. La police ne manifeste pas grande inquiétude. Le préfet est optimiste. La popularité réelle dont il jouit auprès des ouvriers lui semble un gage certain de paix et de concorde.

Dès le matin du lundi 21, des groupes nombreux se forment à la Croix-Rousse. Il semble bien qu'ils ne soient pas armés. Aussitôt avertie, l'autorité croit suffisant, pour disperser les attroupements, d'envoyer un petit détachement de la 1re légion de la garde nationale. Malheureusement, cette légion comptait beaucoup de fabricants, et il y en avait plusieurs dans le détachement. Leur présence paraît une insupportable provocation aux ouvriers. Bernard et Charnier écriront plus tard dans leur « Rapport présenté à M. le président du conseil des ministres par deux chefs d'atelier » :

« Il ne fallait pas justement choisir, pour doubler les postes et faire la police, cette 1re légion de la garde nationale composée en partie de fabricants. On mettait ainsi en présence deux ennemis dont le moindre geste pouvait être mal interprété, et c'est ce qu'une malheureuse expérience a prouvé (p. 7). »

Des sarcasmes aux insultes, des insultes aux coups, la bagarre n'est pas longue à naître. La garde nationale redescend précipitamment le chemin qu'elle a gravi, poursuivie à coups de pierres. Un peu plus tard, un détachement de la ligne fait une tentative pareille et subit le même sort. Mais ces escarmouches ont exaspéré et encouragé les ouvriers. Certains chefs d'atelier appartiennent à la garde nationale. Il n'est donc pas difficile d'avoir des fusils : les canuts commencent à s'armer.

Le préfet et le général Ordonneau, qui commande la garde nationale, s'avancent avec une escorte, par la Grand'Côte, pour parlementer. Le préfet est confiant dans l'effet de sa parole. Mais les ouvriers sont surexcités ; ils entourent le général et le préfet et les emmènent prisonniers. Ils refoulent leur escorte à coups de fusil. Ce premier engagement sérieux a fait cinq morts dans la ligne. La bataille est désormais irrémédiablement engagée. Les ouvriers se répandent dans les rues du faubourg en appelant aux armes.

A peu près au même moment, une autre tentative moins pacifique est faite par la côte Saint-Sébastien. Une foule d'ouvriers barre le passage à la troupe. Le commandant du détachement fait les sommations d'usage ; un cri lui répond : « Le tarif ou la mort ! » La troupe avance à la baïonnette et prend pied sur le plateau, d'où un ordre la retirera bientôt.

Cependant, le préfet a été emmené à la mairie de la Croix-Rousse. Du balcon, il se met à haranguer la foule, quand, sur l'ordre du comte Roguet, commandant de la garnison, et qui malade, s'est fait transporter à l'hôtel de ville, les soldats ouvrent le feu sur les ouvriers placés en sentinelle au haut de la Grand'Côte. Le canon s'en mêle. Les ouvriers aussitôt deviennent furieux et croient à une trahison. Le pauvre préfet est bousculé, menacé, et finalement enfermé dans un réduit où, quelques heures plus tard, on lui donnera comme compagnons quatre ouvriers tués dans le combat.

Vers 11 heures du matin, une cinquantaine d'ouvriers, armés de fusils, descendent la Grand'Côte ; derrière eux se groupent plusieurs milliers d'autres qui, avec des piques, qui avec des sabres ou des étais (sortes de bâton) arrachés aux métiers. Ils se heurtent aux gardes nationaux qui tiennent le poste du bas de la côte, les désarment et les dispersent.

Dans le cours de la journée, l'armée fait contre le plateau diverses tentatives, toutes sans résultat. Comment les charges de cavalerie pourraient-elles aboutir dans ces rues étroites, raides, anguleuses, au

milieu d'une population hostile ? Les ouvriers ont l'avantage de la position ; le quartier domine la ville de toutes parts. Une poignée d'hommes armés et résolus suffit pour tenir en échec une troupe nombreuse. D'ailleurs, les soldats se battent assez mollement, surtout ceux de la ligne. La garde nationale n'a presque pas répondu à la convocation qui lui a été adressée. Des gardes nationaux ont même donné leur fusil et leurs cartouches en secret aux insurgés. Mieux, ceux de la Croix-Rousse sont passés en grande partie dans les rangs des canuts. Ceux-ci désarment sans coup férir plusieurs postes de gardes nationaux et même de troupe. Des soldats du génie se sont laissé désarmer par un groupe d'insurgés composé surtout de femmes et d'enfants.

Pour prendre le plateau, il faudrait des forces considérables et il serait nécessaire de le tourner. Une seule tentative de déborder les insurgés est faite dans la journée par la cavalerie, montée de la Boucle. Les habitants du quartier se montrent si hostiles qu'on ne fera plus aucune tentative de ce côté-là.

La nuit survient, alors que partout les ouvriers tiennent tête victorieusement. Chacun couche sur ses positions ; les ouvriers font de grands feux et demeurent en armes. Les soldats manquent de vivres. Cependant, le comte Roguet a fait venir des renforts de Trévoux. Ses troupes sont bien inférieures en nombre : il y a à Lyon 1.800 hommes de garnison ; sur les 12.000 gardes nationaux, à peine 1.000 ou 1.200 ont « répondu à l'appel de l'honneur », comme dit Montfalcon. La police, peu nombreuse, ne saurait renforcer beaucoup les troupes de Roguet. Enfin, la ligne manifeste quelque répulsion à tirer sur les ouvriers. L'avantage est donc très nettement du côté de ces derniers à la fin de la première journée de combat.

Vers 8 heures du soir, les ouvriers relâchent le préfet, mais retiennent encore le général Ordonneau. Roguet leur intime l'ordre de le mettre en liberté, faute de quoi il menace de réduire la Croix-Rousse en cendres. Les canuts ne se laissent pas intimider. Ils négocient : le général sera rendu à condition que les ouvriers faits prisonniers dans la journée soient relâchés. L'échange a lieu le 22, vers 4 heures du matin.

Un peu après arrivent à la Croix-Rousse 400 à 500 ouvriers des Brotteaux et de la Guillotière, qui viennent de faire un détour de quatre lieues par Sainte-Foy, Saint-Just, le pont de Saint-Rambert, pour apporter leur aide à leurs camarades de la Croix-Rousse. Ce renfort inattendu encourage les ouvriers, qui espèrent maintenant l'appui des autres quartiers. Aussi, dès 7 heures du matin, une foule immense se réunit et se propose de descendre en ville. Sur elle plane le fameux drapeau noir, avec la devise désormais célèbre : « **Vivre en travaillant ou mourir en combattant** ».

L'autorité fait une vaine tentative pour rassembler la garde nationale. En plusieurs endroits, on injurie et on menace l'homme qui bat le rappel et l'on crève son tambour. L'effervescence a d'ailleurs gagné la ville entière. Dans les faubourgs ouvriers, à Saint-Just, aux Brotteaux, à la Guillotière, tous les corps de métier ont cessé le travail.

Les ouvriers se heurtent au bas de la Grand'Côte à la force armée. Un sanglant combat s'engage ; les ouvriers ne peuvent déboucher. Juchés sur les toits, ils canardent alors les artilleurs, dont les pièces battent la cime de la Grand'Côte. On se fusille des angles des maisons et des fenêtres. « Des femmes et des enfants se sont rendus maîtres de la caserne du Bon-Pasteur » (Monfalcon).

Vers 10 heures du matin, l'insurrection éclate aux Brotteaux, puis à la Guillotière ; elle gagne bientôt toute la ville. Tandis que les tentatives infructueuses se poursuivent contre le plateau de la Croix-Rousse, les ouvriers insurgés cernent peu à peu dans le centre les gardes nationaux et la troupe. Ceux de la Guillotière ont envahi la place Bellecour, incendié le corps de garde et pris les armes qui s'y trouvaient. Le soir, ils se rendent maîtres de l'arsenal d'Ainay, où ils trouvent six mille fusils et des munitions. Les insurgés des Brotteaux ont occupé le pont Morand et pris le corps de garde de la garde nationale. Ils ont fait des tranchées sur le pont pour arrêter les charges de cavalerie. On se fusille d'un quai à l'autre. Des pièces de canon, installées aux abords de Saint-Clair, tirent sur les Brotteaux, mais elles font plus de mal aux curieux et aux maisons qu'aux insurgés eux-mêmes.

Le pont Lafayette est aux mains des ouvriers. Des barricades sont élevées dans le centre, notamment rue Gentil. Les charges de cavalerie viennent s'y briser. Le préfet fait des ouvertures aux ouvriers. Il les supplie de ne pas prolonger plus longtemps les hostilités. Mais il n'est plus temps, sa proclamation n'a pas d'effet.

A la tombée de la nuit, les ouvriers ont pris la poudrière de Serin ; le commandant, avant de se retirer avec ses hommes, a fait jeter la plus grande partie de la poudre à la Saône. Les abords de la place des Terreaux sont aux mains des insurgés. Ils garnissent les maisons des alentours et, des fenêtres, observent les soldats qui gardent la mairie ; les ouvriers attendent le moment de l'assaut final. Mais l'obscurité vient suspendre une fois encore les hostilités.

Du côté de l'autorité, de longues palabres ont lieu. On se demande ce qu'il convient de faire. Il y a trente mille ouvriers sous les armes. La troupe manque de vivres ; les insurgés ont trouvé des fusils et des cartouches à l'arsenal. Pour éviter un massacre général de la garnison, le comte Roguet se résout à ordonner la retraite sur Sathonay et Rillieux, par les quais du Rhône, le cours d'Herbouville et le village de Saint-Clair.

La retraite s'opère vers minuit. Mais les ouvriers, ignorants de ce qui se prépare, croient à une manœuvre offensive. Des barricades s'élèvent rapidement. C'est donc en combattant que l'armée quitte la ville, et la retraite est sanglante. « Les barricades s'élèvent comme par enchantement. » Sur le parcours, la population jette des projectiles de toutes sortes sur la troupe — jusqu'à des meubles. Enfin, l'armée s'ouvre un passage et quitte la ville en laissant derrière elle des morts et des blessés.

A 3 heures et demie du matin, les ouvriers entrent à l'hôtel de ville.

Jacques PERDU.

Toujours la cause des crises

La cause des crises est une question qui continue à passionner beaucoup de nos lecteurs et collaborateurs. J. Péra apporte à son tour sa contribution.

Supposons-nous en période d'accumulation, de reproduction sur une échelle agrandie, c'est-à-dire « de prospérité » (pour parler comme Tardieu) :

La circulation d'un capital industriel est exprimée par Marx (Tome V de l'édition Costes du « Capital ») par la formule :

$$A \begin{cases} T \\ pm \end{cases} \ldots . \; M' - A'.$$

Ce qui veut dire qu'un capital A, appartenant à M. Durand, par exemple, est investi dans une affaire où il sert à acheter 1° **des moyens de production** p m (usines, machines, matières à transformer : fils de coton par exemple) 2° **des travailleurs** T. (Les bourgeois disent « de la main d'œuvre »).

Les travailleurs étant mis au contact des moyens de production, la production a lieu (ce qui est indiqué par les points de suspension), et il en résulte une **marchandise** M' **(des tissus** dans notre exemple) qui **vaut plus** que T et p m réunis et qui s'échange contre une somme d'argent A', laquelle est supérieure à A de toute la **plus value** empochée par le capitaliste.

Une fois le cycle terminé, il faut qu'il recommence. Et pour que la « prospérité » continue, pour que la reproduction s'effectue sur une échelle agrandie il faut que la formule ci-dessus puisse se représenter **avec tous ses termes augmentés,** c'est-à-dire qu'il faut :

1° Qu'**un plus grand capital puisse être investi.** Cette possibilité va d'elle-même puisque le capitaliste a entre les mains A' (fruit de la vente terminale) et que cet A' est plus grand que A capital initial.

2° Que **des moyens de production puissent être achetés plus nombreux.** Or les **moyens de production** ne tombent pas du ciel. Ils sont eux-mêmes des **marchandises,** fruit d'un processus productif antérieur. Dans notre exemple les **fils,** matières à transformer par le tisseur Durand, sont fruits de la production et marchandise du **fileur** Dupont. La formule de la production du fileur étant $A \begin{cases} T \\ pm \end{cases} \ldots . \; M'-A'$ avec les fils représentés dans cette formule par M', — et comme nous avons supposé la prospérité, cet M', la quantité de fils est en augmentation sur la quantité précédente produite par le même Dupont. Les **moyens de production du capitaliste Durand** peuvent donc être achetés en plus grande quantité que précédemment. De même que la première condition, la deuxième condition de la « prospérité » est réalisée **du seul fait de la « prospérité » même.**

3° Mais il est une troisième condition. La formule était $A \begin{cases} T \\ pm \end{cases} \ldots .$; il ne suffit donc pas que A et p m aient été augmentés, il faut que T, le **nombre des travailleurs achetés** ait augmenté. A, augmenté du seul fait de la « prospérité » précédente, doit servir à acheter p m et T augmentés. Or, p m, nous l'avons vu est augmentable du fait de la prospérité régnant chez Dupont. Le tisseur Durand peut avoir plus de fils à tisser, du seul fait de la prospérité régnant chez le fileur Dupont. Mais en est-il de même de T ? Est-ce parce que le fileur Dupont a pu trouver plus d'ouvriers que le tisseur Durand va en trouver plus ? **Evidemment non !**

Dans la phase d'investissement des capitaux, **le seul facteur** de la prospérité dont l'existence **ne soit pas liée à cette prospérité même,** c'est T, le nombre des ouvriers. **La prospérité ne peut donc cesser, dans cette phase, que par insuffisance de T, insuffisance du nombre des ouvriers.**

Comment la crise se révèle

Ceci étant, voyons comment les choses se **révèlent.**

T, étant devenu insuffisant, la crise est là ; **mais on ne la voit pas !** Pour qu'on l'admette, il faut qu'elle se révèle à tous, ce qu'elle ne va pas tarder à faire !

Voyons comment les choses se passent.

Durand n'ayant pas pu acheter tous les ouvriers qu'il aurait voulu a, en conséquence, acheté moins de matières à transformer, de fils qu'il n'aurait voulu. Mais Dupont, lui, a trouvé des ouvriers. Il a produit à bloc selon la formule de la prospérité : $A \begin{cases} T \\ pm \end{cases} \ldots . \; M' - A'.$

Il a donc plus que jamais de M', de fils, et voilà que Durand lui en demande moins que ce qu'on prévoyait !

Les fils ne peuvent alors pas se vendre en entier. M' ne peut pas se transformer en A' (argent). **« Il n'y a pas d'argent ! »** s'écrie Dupont, premier signe de la crise.

Et les fils ne s'étant pas vendus, restent là, forment un stock. **Stock, deuxième signe de la crise.**

L'analyse, comme l'expérience de la crise actuelle, montre qu'**il n'y a de stocks que quand la production diminue.** (On ne voit de surproduction que quand la crise est là...)

Enfin les stocks s'accumulant, « l'argent disparaissant », les prix tombent, les industriels prennent peur, avec juste raison, et réduisent la production, d'où **chômage, troisième signe de la crise,** le plus intéressant pour nous.

Ainsi l'élément du procès de production qui est le premier susceptible de ne pas pouvoir suivre, et par suite de briser le rythme de la reproduction élargie, c'est indéniablement, T, le nombre des travailleurs, puisque seul il est indépendant du rythme lui-même.

Mais ceci établi, il est évident que, une fois le procès de production arrêté, peu importe que l'arrêt ait commencé par la phase A-T ou par une autre : toutes les phases sont arrêtées en même temps, et suivant que l'on sera de par sa situation sociale, plus ou moins intéressé à une phase, on dira : c'est l'arrêt de celle-là l'essence de la crise.

Le spectateur qui voit une seule chose, les stocks augmenter, s'écrie : « C'est la surproduction ! »

L'homme chargé de la transformation M'—A' (le commerçant en gros) s'écrie, nous l'avons vu : « Y a

pas d'argent ! », et cette « explication » par insuffisance monétaire est partiellement reprise par l'imbécile auteur de « Problème de l'or et Crise mondiale ».

Pour le premier capitaliste qui n'a pas trouvé d'ouvriers, il y a eu « crise de main d'œuvre ».

Enfin, pour le spectateur comme Postgate, et avant que les stocks ne commencent à s'accumuler,il y a simplement « crise de spéculation ».

Et quant à Marx, habitué à se placer à toutes sortes de points de vue, il cite tour à tour tous ces aspects comme cause des crises :

la « crise de surproduction » est expliquée assez clairement et classiquement page 130 du tome V ;

pour l'aspect « crise de main d'œuvre », Louzon a cité le passage probant en tête de sa réponse ;

pour l'aspect « crise par insuffisance monétaire », je n'ai pas la phrase présente à la mémoire, mais cet aspect est souvent indiqué à propos de l'impossibilité d'accomplir M'—A' ;

la « crise spéculative » enfin est **formellement** indiquée : « Si nous examinons A—M...P...M'—A'...le procès de production apparaît uniquement comme un moyen terme inévitable, un mal nécessaire en vue de la production de l'argent. C'est pourquoi toutes les nations à mode de production capitaliste sont périodiquement prises d'un vertige, pendant lesquelles elles veulent faire de l'argent sans l'intermédiaire du procès de production. »

Confirmation supplémentaire

Dans notre analyse, nous avons supposé la prospérité et cherché ce qui pouvait l'arrêter. Et nous avons trouvé que la **première** chose (première dans le temps), capable de cela, c'était T. La première cause d'arrêt possible c'était la **possibilité d'insuffisance de la main d'œuvre.** Mais supposons que ce facteur n'intervienne pas. Supposons que les capitalistes aient trouvé assez d'ouvriers (comme les camarades croient que cela s'est produit tout au long de 1929). Le cycle de reproduction élargie, tout à l'heure interrompu en son deuxième stade (A-T) va continuer :

$$A \begin{cases} T \\ pm \end{cases} \dots M' - A'.$$

Le problème, pour qu'il n'y ait pas interruption, c'est donc maintenant que M'—A' s'effectue, que les marchandises produites s'échangent contre de l'argent, se vendent.

Or deux cas sont possibles :

1er cas. Les marchandises doivent servir de moyens de production, elles doivent rentrer dans le stade de la production : le lainier vend sa laine au fileur. Dans ce cas, la prospérité étant supposée, il est évident que la vente s'accomplit. Le fileur ayant vendu sa plus grande quantité de fils au tisseur a de l'argent (A') pour payer la production plus grande du lainier.

2e cas. Les marchandises sont **le terme de la production**, sont objet de consommation. Dans ce cas elles s'échangent non pas contre de l'**argent fruit d'une production en prospérité** mais contre l'argent du public, argent de consommation dont on peut supposer que l'**augmentation n'est pas liée au rythme de la production.**

Voilà donc une nouvelle **variable indépendante,** les moyens monétaires du public ! (ou si vous voulez **la faculté d'absorption du marché,** l'estomac unique de Rockfeller.) Et il est évident que si T a été assez extensible, s'il y a eu assez d'ouvriers, cette variable indépendante à elle seule est capable d'arrêter la machine de reproduction élargie. La saturation des capacités d'achat individuelles est capable d'arrêter l'augmentation de la production.

Mais si les choses sont ainsi, si ce sont les capacités d'achat individuelles qui, par leur saturation, arrêtent la production, que va-t-il se passer ? Evidemment ceci : que **les premiers encombrements de marchandise vont se manifester sur les marchandises de consommation. Et les premières baisses de prix aussi.**

Or c'est le contraire qui s'est passé dans la crise actuelle et dans la précédente ! Stocks et baisses sur les « matières premières » bien avant que sur les objets de consommation. Baisse de la laine en gros d'abord, et, bien longtemps après, baisse des tissus et des vêtements ! Baisse des aciers et des caoutchoucs avant baisse des autos, etc...

Donc, la **variable indépendante** qui a grippé la machine dans la crise actuelle ce n'est pas A', ce ne peut être que T (inextensibilité du nombre des prolétaires.)

J. PÉRA.

Les nobles, le roi, l'église

L'Angleterre est l'ancêtre des pays capitalistes, mais la situation privilégiée que son industrie et son commerce ont occupé dans le monde au cours du XIXe siècle, ont permis à sa bourgeoisie de conserver et d'entretenir richement toute une séquelle de parasites d'ancien régime : grands seigneurs fonciers (lords), roi, évêques. Voici quelques chiffres caractéristiques donnés au cours de la campagne électorale.

LES LORDS

Un duc possède plus de 400.000 hectares (1).

Onze lords possèdent ensemble 1.600.000 hectares.

La moitié de toute l'Angleterre et du Pays de Galles est possédée par 4.500 personnes seulement.

LE ROI ET SA FAMILLE

Le roi reçoit sur le budget une allocation annuelle de 58 millions 750.000 francs (2).

Les fils du roi (sans compter le Prince de Galles) reçoivent 6 millions 375.000 francs.

Le duc de Connaught reçoit 3 millions 125.000 fr.

Les filles d'Edouard VII reçoivent 2 millions 250.000 francs.

LE CLERGÉ

L'archevêque de Canterbury a un traitement de 32.500 francs par semaine.

L'évêque de Londres a un traitement de 21.625 francs par semaine. L'archevêque d'York a un traitement de 19.500 francs par semaine. L'évêque le moins payé a un traitement de 4.375 francs par semaine.

---

(1) Rappelons, à titre de comparaison, que la surface de Paris est de 7.802 hectares. La propriété de ce duc est donc égale à 55 fois la surface de Paris.

(2) Ces chiffres ont été établis en comptant la livre au pair.

LA SITUATION POLITIQUE DE L'ESPAGNE

Le camp ouvrier et le camp bourgeois

(Suite et fin)

La Confédération Nationale du Travail

Quand je revois ce que j'avais écrit, il y a deux mois, au sujet de la Confédération nationale du Travail, je me rends compte combien de rectifications et d'amendements il me faut apporter à l'opinion que j'avais alors formulée ; il n'en reste pas moins vrai que malgré ses faiblesses et ses défauts, que je vois mieux à présent, la C.N.T. est encore, à mes yeux, l'organisation ouvrière espagnole contenant le plus d'énergies et de capacités.

Sa force numérique a encore augmentée en ces deux mois ; il n'existe pas de chiffres d'ensemble officiels et récents ; mais le même journaliste, R. Sender, sur les données duquel je me basais plus haut, parle de près d'un million de membres ; ce chiffre doit être proche de la vérité puisque rien qu'en Catalogne, d'après les indications précises établies au dernier Plenum régional, il y aurait 400.000 membres. Chiffre à rapprocher de celui des 250.000 inscrits au moment du Congrès National. Les nouvelles adhésions collectives les plus intéressantes ont été celles de plusieurs organisations ugétistes signalées plus haut, ainsi que l'entrée en bloc de 8.000 cheminots des réseaux andalous.

L'absence d'adoration des chefs persiste toujours ; malheureusement le contrôle exercé par la base se manifeste trop souvent en discours violents dont on ne tire pas les conclusions concrètes nécessaires quant au remplacement de ceux qui n'ont pas convenablement accompli la tâche qui leur avait été confiée. Exemple : durant deux séances, le dernier Plenum régional des Syndicats de Catalogne, quasi unanime, accusa et blâma la rédaction de « Solidaridad Obrera », et le Comité National ; la plupart des délégués estimaient que le quotidien syndicaliste n'avait pas été suffisamment précis dans son attitude envers les politiciens républicains et catalans ; quant au Comité National on lui reprochait de ne pas être intervenu avec assez de vigueur et de décision à l'occasion de la répression exercée à Séville. Les interventions avaient été très violentes, des arguments très durs avaient été formulés ; malgré cela, il suffit que Peiro, le directeur de « Solidaridad Obrera » se présentât déprimé, prenant la position d'un accusé devant un tribunal, reconnaissant au maximum ses erreurs, pour que la corde sentimentale des délégués ait été touchée ; ceux-ci finirent par décider de n'apporter aucun changement aux collectivités dirigeantes de leur organisation.

Les ouvriers syndicalistes ont aussi appris à introduire un peu plus d'ordre dans la vie quotidienne de leurs syndicats ; les assemblées commencent à être un peu plus ordonnées ; cela devient absolument nécessaire quand on songe par exemple aux réunions générales tenues par les métallurgistes de Barcelone qui ne peuvent guère se réunir que dans l'immense Palais des Projections ; encore faut-il toute une installation de haut-parleurs permettant aux ouvriers qui ne parviennent pas à entrer, de suivre au moins les discours.

Dans les locaux, plus d'ordre aussi. J'avais laissé le Syndicat des Métallurgistes semblable à un véritable chantier ; je trouve, à mon nouveau passage, bien des mesures pratiques mises en application : un grand tableau avec lettres mobiles met jour par jour les syndiqués au courant des principales décisions adoptées ; tous les comités de sections ont leurs tables séparées et des heures bien déterminées pour communiquer avec leurs membres ; à côté de la salle où se tiennent les conférences et les réunions d'ateliers, le syndicat a organisé un local où tout en lisant les journaux et en prenant une consommation les membres peuvent bavarder sans déranger les réunions.

Ce sont là des choses élémentaires, direz-vous, mais pour nous qui avons vu le chaos du début, il y a là une surprise agréable.

Son attitude à l'égard du catalanisme

La correction la plus importante que j'aie a apporter à ma lettre d'il y a deux mois concerne les deux tendances existant dans la C.N.T. J'avais qualifié l'une d'elles d'anarcho-syndicaliste ou de syndicaliste révolutionnaire. J'avais nié complètement qu'elle fût entachée de réformisme. Cette appréciation n'est vraie que pour les militants et les membres de la base ; encore ceux-ci ont-ils une conception plus sentie que raisonnée de la nécessité d'éloigner du syndicalisme tout contact direct ou indirect avec des politiciens quelconques. Malheureusement il faut bien reconnaître que plusieurs éléments de la direction de cette tendance, et qui dirigent en outre la rédaction du seul quotidien syndicaliste existant (je pense à Peiro et Clara) ont eu, après les événements de Séville, une attitude de condescendance envers le principe de la République et ils continuent à observer une neutralité excessivement bienveillante à l'égard du nationalisme catalan. Il ne s'agit évidemment pas de pactes signés avec Macia, soupçon que ces leaders repoussent avec vigueur ; il s'agit d'une série d'articles, dont certains publiés sous la responsabilité directe de la rédaction, et qui exprime l'idée que les masses ouvrières n'ont pas la capacité voulue à l'heure actuelle pour faire la révolution sociale, qu'il faut donc ajourner celle-ci indéfiniment. Je n'entreprendrai pas d'appuyer cette appréciation par une série de citations que les lecteurs de la R. P. peuvent trouver autre part ; il me suffira de rappeler une phrase de « Solidaridad Obrera » du 29 juillet qui exprime parfaitement cette déviation : « Nous avons l'honnêteté de déclarer que ni la C.N.T., ni les anarchistes ne sont en situation de remplacer la Répu-

blique par quelque chose de meilleur ». Après le blâme du Plenum régional, la même rédaction, composée des mêmes hommes, publie des articles combattant violemment l'idée même de la République ; des conversions si rapides ne sont généralement pas très profondes.

Par contre, envers le catalanisme, « Solidaridad Obrera » persiste dans son attitude et l'aggrave même ; non seulement le vaste bourrage de crânes organisé en faveur du Statut catalan ne fut point combattu, mais tous les télégrammes parlant de l'accueil triomphal fait à Macia à Madrid furent accompagnés de titres flatteurs ; ils étaient appuyés par des articles dont voici quelques extraits caractéristiques :

Dans le peuple de Catalogne, et plus spécialement chez celui de Barcelone, le privilège de sa situation géographique qui l'a établi en face de noyaux choisis de la civilisation méditerranéenne, a facilité un échange d'idées des plus intenses qui a fait du peuple catalan sinon celui qui a le plus de sentiment libéral, tout au moins celui qui met le plus de contenu de libéralisme dans tous ses gestes.

Du même numéro, mais d'un autre article :

... Catalogne, pouvoir moral ouvert à toutes les sensations spirituelles, livre ouvert aux songes les plus chers et les meilleurs des multitudes et des hommes.

La Catalogne forge son avenir à coups de marteau sur la rude enclume du travail et de l'intelligence...

Macia n'est pas un homme, c'est plus qu'un homme : ce n'est pas moins que l'écho incisif et serein d'un peuple qui veut être et qui sera libre (par la violence s'il y est obligé) ; Macia est l'ensemble le plus achevé, l'expression la plus fidèle, la représentation la plus authentique de l'esprit catalan multiple et sensible.

Pour des syndicalistes internationalistes, ce n'est pas mal !

En ce qui concerne l'autre tendance, celle groupant les éléments adhérents à la Fédération anarchiste, il importe tout d'abord de constater que cette organisation ne représente pas quelque chose de cohérent, de collectif, de responsable des interventions de ses membres. Il m'est par exemple très difficile de déterminer si l'anarchiste Urales dirigeant « La Revista Blanca » et « El Luchador » (Le Lutteur) appartient, oui ou non, à la fédération et si celle-ci partage la responsabilité des opinions qu'il exprime. Quoiqu'il en soit, Urales participa au Plenum de la fédération et fut proposé comme l'un des candidats rédacteurs du futur quotidien anarchiste. Or, Urales qui, sur d'autres points, diffère nettement d'avis avec les rédacteurs de « Solidaridad Obrera » occupe par rapport au catalanisme une position analogue. Voici quelques extraits d'un article publié par lui, dans « Solidaridad Obrera » d'ailleurs (9 août) : « Pourquoi les hommes ne répondraient-ils pas aux mauvais et aux bons traitements ? Pourquoi les ouvriers catalans n'auraient-ils pas à préférer un Macia qui leur ouvre les bras de la tolérance, du respect et du droit, à un Largo Caballero et à un Maura qui continuent l'histoire de leurs persécutions ? ». Urales continue en rappelant qu'autrefois, quand le gouvernement anglais, seul entre tous les gouvernements, n'expulsait pas les réfugiés anarchistes, il ne se produisit pas d'attentats en Angleterre, et il ajoute : « Que démontre ce cas ? Que les anarchistes répondent aux bons et aux mauvais traitements et que le futur gouvernement de Catalogne n'a pas à craindre les anarchistes, s'il les traite bien ».

Il est vrai que « Tierra y Libertad », organe de la Fédération anarchiste, ne contient pas de pareilles perles. Malheureusement cet hebdomadaire n'a pas opposé non plus de propagande précise à la campagne menée en faveur du Statut catalan.

La C.N.T. et les anarchistes

Il faut reconnaître par contre que bien des adhérents de la fédération se sont montrés très actifs au cours des grèves menées par la C.N.T. et dans le mouvement de Séville. Ils se sont distingués dans diverses applications de l'action directe, du sabotage, dans les piquets de grève. Ils furent les principaux animateurs de la courageuse Commission de défense économique de Barcelone, de l'activité de laquelle il fut parlé plus haut. Mais tous ces actes furent effectués par eux, non au nom de la fédération anarchiste ni sur indication précise de celle-ci. Les mêmes anarchistes, membres de la C.N.T., s'ils n'avaient pas appartenu à la fédération anarchiste auraient pu développer exactement la même activité. La fédération anarchiste, en tant qu'ensemble, en tant qu'organisme, n'a pas pris position à l'égard de la répression de Séville ; elle ne développe pas d'activité antimilitariste spéciale (à part quelques tracts) ; elle n'a pas davantage mené de campagne antiparlementaire contre la Constituante.

Certains de ses membres défendent dans les syndicats l'idée que tous les plans d'action et leur préparation ne sont que de la fantaisie et ne peuvent être appliqués à des révolutions économiques. Par contre, d'autres anarchistes, impatientés par la lenteur que certains organismes de la C.N.T. apportent à cette besogne de préparation, cherchent à substituer de petits comités révolutionnaires aux institutions syndicales régulières. Pour démontrer qu'il ne s'agit pas ici d'une appréciation personnelle il faut citer un récent article de « Solidaridad Obrera » qui ne dit pas, il est vrai, en toutes lettres, qu'il vise certains éléments anarchistes, mais qui ne peut néanmoins, par son contexte, être compris autrement. Après avoir parlé d'un certain courant dissociateur, « Soli » dit : « Ce courant est maintenu par une attitude « rageusement révolutionnaire » d'éléments qui se disent à toute heure défenseurs des sacrés principes de la liberté ». Et « Soli » ajoute : « Pour cette raison, il est excessivement dangereux de substituer à la critique des masses celle d'une partie de ses membres qualifiés de militants. Pour cette raison il est contre-révolutionnaire de vouloir suppléer à l'action des masses par celle des minorités plus ou moins conscientes. Pour cette raison, on compromet l'efficience des organisations syndicales en voulant que celles-ci agissent suivant les ordres dictés par un nombre réduit de syndiqués qui veulent sauver leur responsabilité

effective, en disant que « la masse n'a pas d'idées » et qu'elle est mue seulement par des « appétits matériels ».

Le Comité National est intervenu dernièrement en rappelant aux syndicats par une circulaire la nécessité de se préparer à des mouvements d'ensemble. Il faut que cet appel ne soit pas compris comme un encouragement aux éléments désireux de freiner l'action. Quant au principe de la préparation, les deux tendances sont d'accord, mais elles interprètent le principe, chacune à sa façon : les soi-disant « modérés » le comprennent comme une meilleure préparation des cadres et une éducation plus profonde des membres ; ceux que l'on qualifie d' « extrémistes » songent plutôt à l'organisation des moyens matériels de lutte. De part et d'autre on n'attache pas grande importance à la besogne de désagrégation de l'armée ; à ce point de vue la situation est totalement différente de la révolution russe. Les quelques faibles flottements qui se manifestent dans l'armée sont les conséquences d'un état d'esprit spontané ; c'est à peine s'il y eut quelques tracts antimilitaristes rédigés par des anarchistes.

Défauts et réalisations de la C.N.T.

La question de l'organisation des chômeurs mériterait également de faire partie de la besogne de préparation projetée. Or, il y a bien, dans quelques villes, à Saragosse par exemple, des commissions de chômeurs créées par la C.N.T., mais, en général, les chômeurs sont trop abandonnés à eux-mêmes ; dans quelques entres, ils commencent à subir l'influence des communistes qui y forment des syndicats de « Parados » (chômeurs).

Il faut également signaler les inconvénients qui résultent de la façon particulière dont est désigné le Comité National de la C.N.T. Pour une période déterminée le siège de ce Comité est fixé dans une ville ; ce sont alors les syndicats de cette localité qui désignent les délégués formant ledit Comité ; cette façon de procéder procède probablement du désir de ne pas avoir de membres du Comité National rétribués. Mais les délégués élus dans ces conditions ne connaissent pas par leur propre expérience les conditions de vie dans les diverses régions ; aussi, en présence de situations graves, ils convoquent généralement un Plenum des représentants des diverses Confédérations régionales ; cela occasionne un certain retard qui est préjudiciable à l'action, comme cela s'est vu lors de la décision à prendre à l'égard de la répression de Séville.

La C.N.T. est l'une des rares organisations syndicales qui ont un quotidien, en propre, à elles. « Solidaridad Obrera » est extrêmement répandu dans les milieux ouvriers de Catalogne et commence à se diffuser largement à Madrid. Ce quotidien a encore beaucoup de progrès à faire pour devenir un organe ouvrier vivant, bien présenté et suivant de près l'actualité. Il devrait soigner particulièrement la présentation des nouvelles qu'il est forcé d'emprunter aux agences bourgeoises. Trop souvent ces informations ne sont pas accompagnées des commentaires nécessaires qui se réduisent seulement à un titre, ce qui est insuffisant.

Les syndicats de la C.N.T. ont fait, au cours des derniers mois, de sérieux efforts pour développer la culture de leurs membres. Presque chaque syndicat a sa section de culture organisant des conférences et entretenant une bibliothèque généralement fort lue, et dont l'organisation est fière. Jusqu'à présent les syndicats n'ont pas accordé une attention suffisante à la lutte contre l'analphabétisme ; par contre, ils offrent à leurs membres un peu plus développés beaucoup de possibilités d'instruction occasionnelle dans une quantité d'Athénées d'éducation sociale qui surgissent un peu partout.

Une autre œuvre positive réalisée par les syndicats de la C.N.T. est celle de la création des cadres de défense syndicaux, mais la nature même de cette besogne de défense ne permet pas d'avoir beaucoup de détails sur elle, et encore moins de les livrer à la publicité.

Le grand mérite de la C.N.T. est d'avoir su, pendant les premiers mois de la République, mener bataille sur bataille pour défendre le niveau de vie des ouvriers, et profiter de l'instabilité du régime pour reconquérir les droits perdus sous la dictature. Certes, les efforts ont été dispersés par ces batailles partielles ; mais il faut reconnaître que le grand nombre de résultats favorables acquis dans celles-ci a contribué beaucoup à l'afflux énorme de nouveaux membres, qui a permis à la C.N.T. de devenir la puissance qu'elle est.

Les événements de Séville

Dans beaucoup de milieux ouvriers on estime qu'elle n'a pas été à la hauteur de la situation, lors du soulèvement de Séville.

Le début de celui-ci fut rendu difficile en raison du fractionnement des forces syndicales dans cette ville.

L' « Union locale » groupe les organisations adhérentes au « Comité de Reconstruction », organisation scissionniste communisante. Cette Union s'est affirmée, dès le début, comme favorable au soulèvement ; son attitude est toutefois sujette à caution en raison du caractère putschiste que présentent ses luttes, car elle est plus préoccupée de la réclame politique à faire au Parti communiste espagnol que de l'intérêt de ses membres.

La « Fédération Locale » groupant les syndicats adhérents réellement à la C.N.T. n'était pas unanime. Les éléments anarchistes croyaient qu'étant donnée la brutalité avec laquelle les autorités réagissaient, l'heure était venue de répondre par une action violente. Les autres étaient d'avis de n'agir que par un mouvement déclanché dans tout le pays.

L'assassinat d'un gréviste précipita les événements : la classe ouvrière, de toutes tendances, se lança spontanément dans la rue, entraînant les organisations hésitantes. Ce fut la révolte, suivie bientôt par une répression cruelle et sauvage. Ce fut la destruction à coups de canons d'une maison préalablement évacuée, et par conséquent totalement inoffensive. Ce fut aussi le massacre dans la nuit de quatre prisonniers enchaînés, recommencement de l'odieuse loi monarchiste sur « les fugitifs ».

Les communistes placent ici la légende de Pestagna fuyant Séville pour ne pas prendre part à l'insurrection. En réalité Pestagna se trouvait dans cette ville au moment où le mouvement éclata. Il n'avait pas de mandat du Comité National pour organiser et appuyer celui-ci ; il semble même qu'à ce moment le Comité National considérait que l'heure n'était pas venue de procéder à une action de pareille envergure. Pestagna n'a donc agi que conformément à l'esprit de l'organisation qui le mandatait.

Dans le reste du pays les organisations syndicalistes hésitèrent. Cette hésitation fut accrue du fait de la fermeture des locaux syndicaux dans plusieurs localités. A Barcelone les Comités compétents furent convoqués ; malheureusement ces convocations furent faites avec beaucoup trop de lenteur ; il y eut ordre et contre-ordre dans les décisions. La clarté complète n'a pu encore être faite sur ce moment de la vie syndicale ; en tous cas, « Solidaridad Obrera », dans son numéro du dimanche qui terminait la semaine sanglante, portait, par ordre du Comité National, un avis signalant qu'il n'y aurait pas grève générale. La masse syndicaliste est restée mécontente de cette attitude. Si l'on accepte même l'opinion du Comité National selon laquelle l'heure n'était pas venue de lancer le mouvement syndical dans une bataille décisive, les forces de la C.N.T. lui permettaient au moins de paralyser la répression gouvernementale par une grève générale de 24 ou de 48 heures.

L'œuvre à accomplir

Il est difficile pour un étranger arrivé récemment dans le pays de se situer sur les problèmes posés. Tout au plus peut-il formuler quelques appréciations et quelques indications d'ensemble. La masse qui forme la C.N.T. est saine, courageuse et, malgré son manque de culture et son tempérament qui l'entraîne trop souvent à agir sans avoir suffisamment réfléchi, elle continue à se méfier de tous les politiciens. Malheureusement, elle ne parvient pas à formuler et à défendre avec précision les principes d'un syndicalisme révolutionnaire qui écarterait résolument tout semblant de rapprochement avec les éléments catalanistes ou républicains d'extrême-gauche, et qui empêcherait en même temps l'emprise des groupes d'affinité anarchiste, qui tendent à se substituer aux rouages syndicaux normaux.

Une tentative révolutionnaire de grand style se heurterait sans doute actuellement au mur d'acier d'une armée qui mitraillerait le prolétariat révolté. Il faut donc s'attacher à miner ce mur. Mais, en attendant que cette besogne de désagrégation fasse son effet, la bourgeoisie peut tenter de liquider la C.N.T. en annulant en fait les droits de réunion et d'association. De pareilles tentatives doivent être enrayées dès les débuts avec une vigueur et une décision justifiées par les ressources énormes dont dispose la C.N.T. pour l'application des moyens de lutte strictement syndicaux : grève plus ou moins généralisée et sabotage. De pareilles opérations défensives, ébranlant le crédit de la République bourgeoise espagnole à l'extérieur, accentueraient encore la crise économique, le plus grand obstacle que la bourgeoisie espagnole trouve devant elle.

Les Communistes en Espagne

Au cours de ces derniers temps, certains politiciens ont profité des difficultés auxquelles se heurte l'organisation syndicaliste espagnole pour tenter d'en tirer des arguments contre le syndicalisme en général. Or, il existe en Espagne des groupements ouvriers qui mettent en application la conception d'un Parti politique prolétarien, qui doit, théoriquement, être une sélection des valeurs ouvrières, chargée de guider et de diriger dans le combat l'ensemble du prolétariat. Eh bien ! l'action de ces groupements s'est heurtée aux mêmes obstacles que ceux qui se sont dressés devant le syndicalisme. Les résultats obtenus par les politiciens qui prônent la conception de partis ouvriers révolutionnaires doivent être examinés comme une expérience qui doit servir pour l'avenir. C'est seulement pour cette raison qu'il convient d'examiner l'activité des communistes en Espagne avec attention, car leurs effectifs et leur place dans la bataille sociale sont si insignifiants que par eux-mêmes ils ne méritent pas cet examen attentif.

La division est grande dans le camp des communistes espagnols. On y rencontre plusieurs tendances qui parlent parfois de s'unir et de se grouper, mais tentent seulement ainsi de donner le change à leurs adhérents. Leurs leaders, la plupart du temps, se déchirent, s'insultent et manœuvrent à qui mieux mieux pour se couler les uns les autres.

Signalons d'abord un groupement réellement minuscule et dont on ne peut parler qu'à titre de curiosité : ce sont les « communistes présidentialistes » surgis à Madrid au cours de la lutte électorale et que l'on n'a pas revus depuis. Leur manifeste commençait par établir une distinction théorique entre le communisme et le collectivisme et se terminait par l'exposé des avantages que possède un fort pouvoir présidentiel.

A côté de cette tendance il en est trois autres, dont les idées et la tactique n'ont point cette incohérence. Ce sont : les trotskystes proprement dits, le Bloc Ouvrier et Paysan, les communistes staliniens.

Les trotskystes

Malgré que beaucoup moins nombreux que le Bloc et les staliniens, la collaboration de deux hommes de valeur, Trotsky et Nin, fait que, tout au moins dans le domaine théorique, ils développent une certaine activité, relativement bien entendu à l'étendue restreinte du communisme espagnol en général. Ils n'ont fait à peu près que cela : publier la revue « Communismo », dont trois numéros sont parus depuis l'avènement de la République, et éditer deux ou trois brochures de Trotsky. En outre, mais davantage à titre personnel, Nin aide le public espagnol à connaître les œuvres de Trotsky.

Les trotskystes comprennent quelques dizaines de groupes, dont chacun compte très peu de membres ; ceux-ci cherchent avant tout à se développer et à se cultiver au point de vue théorique et doctrinal. Certes, étant donné le faible niveau culturel général, la confusion dans les idées, le penchant à se gargariser de belles paroles, qui règnent en Espagne,

une pareille besogne de précision et de clarté, même bornée au domaine de la théorie, n'est pas à dédaigner. Seulement elle apparaît comme nettement insuffisante, dans le moment actuel. Que le mouvement ouvrier continue une marche ascendante allant jusqu'au renversement du régime bourgeois ou qu'au contraire la bourgeoisie réussisse à profiter d'une période de répit pour se redresser et imposer un fascisme plus strict et plus méthodique que celui de Primo de Rivera, dans les deux cas les trotskystes qui prétendent vouloir former un parti-guide se bornent, en ces mois si importants, à étudier, à publier quelque peu, à diffuser encore moins leurs idées. Ni à Barcelone, ni à Madrid on ne trouve sur la voie publique leurs écrits ; il faut s'y intéresser d'une façon toute spéciale pour aller les pêcher au fond de quelque librairie.

Le ton de « Communismo » tranche avantageusement sur celui des publications communistes en général ; on n'y rencontre qu'exceptionnellement l'injure et l'insulte, et il y a dans ces pages un effort pour éliminer la phraséologie bruyante. Mais une part énorme est faite à la lutte entre les diverses tendances communistes ; plus d'attention est accordée à cela qu'à tant de problèmes urgents et importants de l'actualité espagnole. Les trotskystes d'ici n'ont pas réussi non plus à se débarrasser d'un reste de respect fétichiste envers l'Internationale dite Communiste ; cela les amène parfois à des situations paradoxales : ainsi ils saluent avec enthousiasme l'annonce de la transformation de « Mundo Obrero», l'hebdomadaire stalinien, en quotidien, tout en n'ignorant pas que cette métamorphose permettra simplement de déverser jour par jour les injures les plus basses et les plus ordurières sur les autres tendances du communisme et du mouvement ouvrier en général.

« Communismo » a aussi présenté un projet de thèses syndicales. Les trotskystes espagnols ont été, dès le début, nettement adversaires de la tentative de scission de la C.N.T. organisée par le « Comité de Reconstruction » ; Nin connaissait trop bien l'attachement traditionnel des ouvriers espagnols, et surtout des prolétaires catalans, à la Confédération, pour participer à une tactique aussi maladroite ; néanmoins les thèses syndicales prévoient la constitution de fractions trotskystes, et même, sans avoir encore fait l'expérience d'une besogne syndicale pratique, les trotskystes recommandent la création d'un mouvement syndical minoritaire dirigé par leur fraction politique.

Les thèses agraires de « Communismo » contiennent un exposé très intéressant du problème de la terre ; elles tiennent intelligemment compte de la diversité des régions ; pourtant, en Andalousie, en parlant des latifundia, elles préconisent une répartion des terres entre les ouvriers salariés, ce qui fait supposer qu'il s'agit bien d'un parcellement des propriétés. Or, les syndicats de cette région se sont nettement prononcés pour l'occupation collective des domaines par les syndicats de journaliers agricoles.

« Communismo » consacre une place très étendue à l'opinion et aux conseils de Trotsky sur les divers problèmes posés dans le pays ; malgré la grande expérience révolutionnaire et la connaissance du mouvement ouvrier occidental que possède incontestablement Trotsky, il arrive que dans des questions importantes les avis qu'il formule apparaissent ici comme empreints d'un exotisme très prononcé. Témoin : sa conception du rôle à jouer en Espagne par les Soviets ouvriers. Il ne dit pas moins que ceci : « Le Soviet ouvrier s'occupera des secours de grèves, de l'alimentation des chômeurs, de la liaison avec les soldats afin de prévenir des heurts sanglants avec eux, de la liaison entre la ville et la campagne afin d'assurer l'alliance des ouvriers avec les paysans pauvres. Le soviet ouvrier incorporera les délégués des régiments. » (Communismo du 15 Juin 1931.).

Il semble à en juger par la suite du texte que Trotsky conçoit ces soviets comme devant être constitués par des représentants des divers partis. Ses disciples espagnols n'ont même pas tenté de mettre sur pied dans un seul endroit une pareille institution. Dans l'atmosphère d'ici cette conception des soviets paraît excessivement artificielle. Les représentants des divers partis ne songent même pas à former des organismes communs ; s'il s'en créait, la masse syndiquée ne leur obéirait pas. L'idée de Trotsky que ces soviets pourraient surgir des divers comités de grève repose sur une information insuffisante. En effet, en Espagne, les comités de grève ne comprennent que les syndiqués les plus actifs de l'usine ou de l'industrie touchée par le conflit ; ces comités travaillent continuellement en collaboration avec les syndicats et sous le contrôle de ceux-ci. L'institution la plus proche du soviet et qui a vraiment quelques chances de développement est le « Conseil d'usine » groupant les délégués des divers syndicats occupés dans l'établissement considéré. Mais la phobie que Trotsky a du syndicalisme l'a empêché de songer à cet organisme si proche pourtant du « fabsavkom » russe. En tout cas, dans ce domaine, les conseils du maître n'ont pas trouvé d'écho. Il n'a pas été plus heureux non plus dans ses indications sur le travail dans l'armée. Non seulement on ne constate pas de travail trotskyste parmi les troupes, mais en outre aucun tract, aucune brochure, aucun journal n'ont été publiés par l'opposition pour développer une pareille propagande.

Le Bloc ouvrier et paysan

Le Bloc ouvrier et paysan est une organisation numériquement beaucoup plus puissante que les divers groupements trotskystes. Elle est répandue presque exclusivement en Catalogne, et comprend dans son sein, une autre organisation qui ne compte que les membres les plus sûrs et les plus dévoués et qui porte le nom de « Fédération communiste catalano-baléare ». Le Bloc proprement dit est donc une association de sympathisants. A côté de deux de ses militants, Maurin et Arlandis quelque peu connus en Europe, il a parmi ses membres en vue, des intellectuels comme Colomé et Maravillies. Toutefois le caractère d'ensemble de l'organisation au point de vue de sa composition correspond bien à sa dénomination. Le Bloc s'occupe aussi de travail culturel ; il est en train d'organiser une école marxiste ; il est évidemment impossible de juger à l'avance de la valeur de celle-ci ; toutefois le fait d'avoir confié

le cours de technique syndicale à Arlandis, connu par son activité sectaire et maladroite dans les syndicats, n'est pas d'un bon présage. Le Bloc, beaucoup plus que les trotskystes, développe sa propagande sur une vaste échelle. Non seulement on trouve son organe la « Batalla », chaque semaine, un peu partout à Barcelone, mais encore les militants du Bloc organisent de fréquentes réunions bien suivies dans la région.

Le caractère électoral de l'activité du Bloc a été très prononcé. Les résultats acquis dans ce domaine ont été fort divers et semblent en partie dûs à d'autres facteurs que ceux de sa propagande politique. Au premier tour, dans la province de Barcelone, les candidats du Bloc, Arlandis et Miranda, recueillirent respectivement 480 et 1136 voix, là où le député fédéraliste Sediles en obtenait jusqu'à 33.000. Dans Barcelone même les élections furent beaucoup plus favorables au Bloc, malgré que son candidat Maurin ne soit pas élu. Celui-ci obtint 12.000 voix, là où le fédéraliste Jimenez en groupait environ 30.000. Mais ce chiffre a été fortement influencé par le fait que le gros parti de Macia, maître incontesté de la situation électorale, s'abstenait dans la compétition tandis que le Bloc soulignait à dessein le caractère catalaniste de son programme.

Certes, les leaders du Bloc, lorsqu'ils se heurtent à des internationalistes véritables, cherchent les arguments les plus subtils pour expliquer ce paradoxe du communisme catalaniste. Il ne s'agit d'après eux que d'une sorte de manœuvre permettant de désagréger l'Etat centraliste qu'est la République Espagnole. Mais ceci se dit en privé, tandis que dans la propagande publique le Bloc ne fait rien pour dissiper le bourrage de crâne organisé par Macia en faveur de sa position amphibie entre le capital et le travail dans une Catalogne libre. Au contraire, la critique faite par le Bloc contre le « Statut » part de l'idée que Macia n'est pas suffisamment nationaliste, qu'il n'ose pas aller jusqu'au séparatisme, qu'il a capitulé en se satisfaisant d'une autonomie qui laisse aux mains du pouvoir central des questions aussi importantes que celle des rapports entre l'Eglise et l'Etat, la législation ouvrière, l'organisation de l'armée. Le Bloc voudrait que tous ces problèmes soient solutionnés par un Gouvernement exclusivement catalan, faisant ainsi passer en seconde place la question de la lutte des classes. En fait, il s'agit ici d'un procédé d'adaptation, facile mais démagogique, aux nombreuses sympathies qui existent encore malheureusement dans le prolétariat envers l'idée régionaliste. La preuve la plus éclatante de cette mentalité est que le Bloc, après avoir énoncé ses critiques, a recommandé officiellement à ses adhérents de voter le Statut catalan sous le prétexte de ne pas renforcer la réaction espagnole. Il renforce ainsi la gauche catalaniste précisément au moment où celle-ci se range de plus en plus du côté de la bourgeoisie, par l'attitude qu'elle a prise au cours de la grève générale et dans le conflit avec les « rebassaires » (sorte de métayers catalans).

La même tactique de nager en suivant le courant est pratiquée par le Bloc en ce qui concerne l'attitude en face du gouvernement russe. Des militants comme Maurin sont parfaitement informés de la situation faite au prolétariat de Russie, privé de tout droit de contrôle et de gestion dans des domaines aussi importants que ceux de l'industrie, des relations avec l'étranger et de la défense de la révolution. Néanmoins, la « Batalla » contient des articles presque aussi stupidement admiratifs du régime stalinien, aussi 100 %, que ceux que l'on peut lire dans l' « Humanité ».

Dans les syndicats, le Bloc s'efforce de constituer une opposition dite syndicaliste révolutionnaire. Si l'on excepte de la critique présentée par celle-ci quelques points sur la démocratie ouvrière, il n'y reste que des injures et des calomnies à l'égard des militants de la C.N.T., contredisant ainsi étrangement les propositions amicales de front unique faites à tout bout de champ. Le Bloc qui ne dispose que d'un nombre d'affiliés très restreint organisés dans la C.N.T., pousse toujours en paroles aux revendications les plus extrêmes dans les grèves ; c'est une tactique très aisée, puisqu'en cas d'échec le Bloc est à l'abri. Cette façon grossière et maladroite d'agir dans le domaine syndical fait que les membres de la C.N.T. confondent dans leur haine « bloquistes » et communistes staliniens ; il se crée une ambiance d'intolérance aboutissant à ce que dans les assemblées syndicales la masse elle-même couvre par ses cris la voix de ceux qu'elle présume être communistes, dès qu'ils ouvrent la bouche. En outre, le dernier Congrès de la C.N.T. a voté une résolution par laquelle tout syndiqué postulant une fonction représentative législative ou municipale, ne peut plus faire partie d'aucun organisme élu du syndicat. Cette disposition se justifie amplement ; mais il fut décidé en même temps que la même élimination serait appliquée à ceux qui propagent des idées contraires aux principes de la C.N.T. Cette formule élastique, appliquée dans une atmosphère surchauffée par l'attitude provocante des communistes staliniens et souvent même des « bloquistes », devrait être révisée et rejetée. Cela d'autant plus que les syndicalistes jouissent dans la C.N.T. d'une majorité excessivement forte qui leur permet de réduire les politiciens par une propagande sérieuse et continue, et non par des procédés administratifs.

Une des dernières preuves de l'absence du sens de responsabilité dans les mots d'ordre formulés par le Bloc a été donnée au cours de la grève générale. La veille encore, le Bloc poussait la C.N.T. à prendre le pouvoir ; une déclaration aussi grave faisait supposer que ceux qui l'avançaient disposaient de forces réelles assez considérables pour pouvoir soutenir une insurrection ; or, au cours du mouvement, non seulement on ne vit aucune intervention des forces du Bloc mais celui-ci ne parvint même point à publier un tract ou une feuille quelconque précisant sa propre position dans le conflit. Ce parti prolétarien, qui veut être une sélection de valeurs dirigeant l'ensemble du prolétariat, ne sut, à ce moment grave, donner aucune indication concrète sur la conduite à tenir.

Les staliniens

Les communistes officiels s'occupent avant tout de diffuser dans le pays nombre de publications. Ils éditent à Madrid les hebdomadaires : « Mundo Obrero » (Le Monde Ouvrier), « Juventud Roja » (La

Jeunesse Rouge), « Control » ; ils ont à Barcelone : « Le Heraldo Obrero », et à Séville : « La Voz Proletaria » ; ils réussissent à influencer directement des revues intellectuelles comme « Nosotros » et « Trebal ». Leur nombre d'adhérents, excessivement faible, ne leur permet pas de soutenir une presse aussi nombreuse, qui manifestement reçoit des secours extérieurs, sans doute ceux du gouvernement russe dont ils défendent la politique avec le plus grand acharnement. C'est sans doute avec des subsides de ce genre qu'ils peuvent, tout en n'étant qu'une poignée, songer à transformer, à partir d'Octobre, « Mundo Obrero » en quotidien.

Cette presse communiste officielle est ici ce qu'elle est dans les autres pays : un dépottoir d'insultes, de calomnies dirigées contre les autres tendances du mouvement ouvrier, auxquelles viennent se mêler quelques manchettes ronflantes contre le régime capitaliste Jamais d'articles sérieux, profonds, tentant de rechercher des mots d'ordre réalisables correspondant à la situation du moment. Et naturellement, les louanges fades décrivant le paradis créé en Russie ne manquent pas.

Dans le domaine syndical la même incohérence que dans les autres pays : d'une part, à tout bout de champ, des offres de front unique à tous : à l'U. G.T., à l'U.N.T., aux anarchistes, au Bloc, peu importe ! puisque dans le même numéro ces mêmes organisations sont accusées des pires crimes et des plus grandes lâchetés.

Séville et sa révolte leur sont une occasion journalière de s'en attribuer tout l'honneur. Mais ils n'ont rien répondu à l'accusation précise de « Solidaridad Obrera », signalant que le jour même où devait commencer la grève générale à Séville, leur leader local principal, Manuel Adame, se réfugiait à Barcelone.

Depuis les événements de Séville leur influence dans beaucoup de localités ouvrières a encore baissé. Cela ne signifie évidemment pas qu'ils ne puissent, à certains moments, profitant d'erreurs commises par les syndicalistes, augmenter quelque peu pour un temps leurs effectifs. Un phénomène de ce genre s'est produit parmi les chômeurs de Madrid. La grève générale de Barcelone a été une nouvelle preuve de l'impuissance des staliniens : les communistes officiels, au cours de ces journées graves, ont été complètement absents de la lutte, montrant ainsi que toute leur énergie se limite à la publication d'articles violents.

Ainsi, les diverses organisations communistes d'Espagne, après avoir tant parlé de la nécessité absolue d'un parti politique dirigeant la classe ouvrière au cours d'une situation révolutionnaire, aboutissent au triste tableau suivant : les trotskystes forment quelques cercles d'études ; le Bloc, après les fatigues d'une lutte électorale où il s'est compromis avec la doctrine catalaniste, crie très fort et, dans les moments graves, n'agit pas ; les communistes officiels calomnient, insultent et bourrent les crânes dans l'attente de quelque putsch, qui pourrait justifier, aux yeux de Moscou, leur raison d'être.

Voilà ce que la réalité dit du rôle dirigeant des partis politiques qui se targuent de guider le prolétariat. Et cela après cinq mois de situation révolutionnaire !

L. NICOLAS.

Pages d'hier... et d'aujourd'hui

L'engorgement de l'industrie par la misère des travailleurs

Les nations industrielles cherchent à grands efforts des débouchés extérieurs à leurs fabrications. L'Angleterre, tourmentée d'une pléthore sous laquelle elle respire à peine, fait des efforts surhumains pour verser le trop-plein de ses fabriques sur toutes les plages. Elle s'ouvre à coups de canon les portes du vieil empire de la Chine. Elle parcourt incessamment et à main armée le globe, demandant partout des consommateurs... et, à côté d'elle en Irlande, et dans son propre sein depuis la Cornouailles jusqu'au Sutherland, et dans ses immenses possessions de l'ancien et du nouveau monde, d'innombrables masses de travailleurs dépérissent et meurent ou se révoltent, parce que les absurdes rigueurs du régime de la concurrence ne leur permettent pas de consommer le plus strict nécessaire !

Quoi ! les nations les plus civilisées s'affaissent sous le poids mortel d'une production trop abondante ; et dans leur sein même les légions ouvrières s'étiolent faute de pouvoir, par les conditions du salaire, participer à la consommation de cette production exubérante ! N'est-il pas aussi absurde qu'inhumain, ce régime industriel qui menace ruine faute de consommateurs, *et qui rétribue si misérablement le Travail, qu'il obstrue et se ferme à lui-même, sur tous les marchés, les canaux les plus larges de la consommation ?*

Poussez ce cruel et stupide système aux conséquences extrêmes vers lesquelles il tend : supposez que cet industrialisme parvienne à remplacer, en toutes fonctions, le bras de l'homme par les machines, et, de réductions en réductions, arrive à l'anéantissement des salaires ! vous réalisez l'idéal des économistes, la production au plus bas prix possible, *et en même temps la victoire absolue du Capital sur le Travail. Mais que deviennent vos immenses produits ? où se placent-ils ? qui les consomme ? et si les populations consentent à mourir de faim paisiblement et légalement, en respectant ce que vous appelez l'ordre et le droit sacré de la propriété, ne verrez-vous pas votre mécanisme producteur crouler sur lui-même et vous écraser sous ses ruines ?*

Victor CONSIDÉRANT.

(Manifeste de la Démocratie. 1843).

NOTES ÉCONOMIQUES

Notes d'Economie Soviétique

L'ABANDON DE LA SEMAINE DE CINQ JOURS

Les derniers discours de Staline avaient fait prévoir l'abandon prochain de la semaine de cinq jours. Il semble bien qu'aujourd'hui ce soit chose faite. La semaine de « travail ininterrompu », qui avait été établie par un décret du Conseil des Commissaires du Peuple de 1929, aura vécu, tout juste, deux ans.

On sait quelle en était l'idée maîtresse. L'outillage d'une usine représente un certain capital ; si cet outillage travaille d'une façon ininterrompue, à raison de 365 jours par an et de 24 heures par jour, il « rapportera » beaucoup plus que s'il ne travaille que 8 heures par jour et 300 jours par an ; avec un même capital immobilisé on pourra fabriquer presque quatre fois autant de produits. Mais comme, d'autre part, l'ouvrier, lui, ne peut pas travailler sans interruption, qu'il lui faut, de toute nécessité, se reposer un certain nombre d'heures par jour et de jours par mois, on pourra concilier les deux choses en faisant se succéder, sur le même outillage, des ouvriers différents, d'une manière ininterrompue. On aura des équipes de jour et des équipes de nuit ; on aura des ouvriers qui se reposeront le dimanche, d'autres le lundi, d'autres le mardi, etc...

C'était très simple, mais... quelque peu simpliste.

Si les dirigeants de l'économie soviétique n'étaient pas aussi bouffis d'un orgueil enfantin, la première chose qui les aurait frappés c'était que l'utilisation ininterrompue de l'outillage est une chose dont l'utilité pour les capitalistes est au moins aussi grande que pour l'industrie soviétique. Le profit des capitalistes serait considérablement augmenté s'ils faisaient travailler leur outillage, leur « capital fixe », 24 heures par jour et 365 jours par an. Or, **ils ne le font pas.**

Ils cherchent, certes, à utiliser au maximum leur outillage, mais cela **seulement par prolongation de la journée de travail** ; non, sauf circonstances exceptionnelles, par emploi de plusieurs équipes. A moins donc de supposer que les capitalistes soient à ce point abrutis qu'ils n'aient pas su, en un siècle, découvrir un moyen aussi simple d'accroître leur profit, c'est que le travail ininterrompu comporte de graves inconvénients. La première chose à faire était de les rechercher : cela aurait évité une expérience ruineuse de deux années.

Ces inconvénients, les Soviets les ont maintenant découverts. Ils proviennent de ce que dans tout travail, dans toute production, si mécanisée soit-elle, il y a un facteur humain. Et que c'est celui-ci qui, en dernière analyse, commande tous les autres, parce que, en dernière analyse, c'est toujours de l'homme qui la commande, la règle et la soigne que dépend la machine. L'homme fait corps avec la machine, avec **sa** machine. Si vous l'en dissociez, si vous promenez l'ouvrier de machine en machine, ou la machine d'ouvrier en ouvrier, ainsi que cela se produira obligatoirement avec le travail ininterrompu, vous avez une perte de rendement, une augmentation des frais d'entretien et une usure accélérée qui dépassent de beaucoup l'économie de capital que vous avez réalisée.

C'est pourquoi l'on a vu, par exemple, jusqu'en ces tout derniers temps, des machines qui représentent pourtant un capital considérable, comme les locomotives, et pour lesquelles il y aurait donc un grand intérêt à ce qu'elles soient utilisées sans interruption, être sur les réseaux français, affectées à une seule équipe de mécanicien et de chauffeur ; quand ceux-ci étaient au repos, les centaines de mille francs que représente la moindre locomotive l'étaient également. Et si, ces dernières années, à la suite de la loi de 8 heures, et de la concurrence de l'auto, les Compagnies de chemins de fer ont commencé à employer le système de la double équipe, elles ne le font qu'avec la plus grande prudence, en limitant rigoureusement à deux équipes bien déterminées, c'est-à-dire à tout juste 4 hommes, le nombre de ceux qui passent sur une même machine, et cela dans les conditions très favorables que présente pourtant l'industrie des chemins de fer, par suite de la régularité de son travail, et de la fixité de son personnel.

C'est pourquoi aussi l'on voit les industriels de la région parisienne, depuis que la pratique du congé annuel s'est répandu, préférer arrêter complètement leurs usines pendant une ou deux semaines, plutôt que de tourner tout le temps, en répartissant les congés sur plusieurs mois.

Le travail ininterrompu est, soit une nécessité technique, dans le cas des usines à feu continu, soit un expédient ; en faire une règle était une erreur de première grandeurs. Il eut suffi pour l'éviter, de jeter un simple regard sur l'expérience capitaliste.

« LES PLUS GRANDS DU MONDE... »

Les dirigeants soviétiques ont coutume, lorsqu'ils parlent dans les assemblées, dites communistes, de faire un grand étalage du mot **dialectique.** Ils en ont plein la bouche. Peut-être feraient-ils mieux d'en moins parler, et de la pratiquer davantage. S'ils avaient fait un peu plus de dialectique, ils n'auraient même pas eu besoin de l'expérience capitaliste pour ne pas tomber dans l'erreur du « travail ininterrompu » ; s'ils avaient été convaincus que tout développement d'un facteur entraîne le développement de facteurs antagonistes, ils se seraient demandés quel facteur contraire l'utilisation ininterrompue de l'outillage allait développer, et ils l'auraient facilement trouvé.

C'est cette même absence d'esprit dialectique qui les entraîne actuellement à une erreur que je crains être encore plus grave: celle des dimensions colossales données à leurs entreprises.

De même qu'ils partaient de cette vérité que l'utilisation ininterrompue de l'outillage diminuait les frais en capital fixe, et qu'ils en tiraient toutes les conséquences logiques, sans se demander ce qui allait en surgir, de même ils partent de cette vérité que la production en grand permet certaines économies pour construire les usines les plus grandes possibles. Or, que, plus on produit en grand plus on économise, n'est pas une vérité absolue. Les économies provenant de l'accroissement des dimensions d'une entreprise sont dues à des facteurs bien déterminés, dont l'influence, généralement, diminue au fur et à mesure que ces dimensions deviennent plus grandes ; par contre, l'accroissement de ces dimensions amène une augmentation de certaines pertes, qui elles, augmentent d'autant plus que la production devient plus grande. Dès lors, tant que les dimensions de l'entreprise n'ont pas atteint certaines limites, les premiers facteurs, les facteurs d'économie, sont supérieurs aux seconds, et le résultat est un bénéfice net, mais dès que ces limites sont dépassées, ce sont les seconds facteurs qui deviennent prédominants, et alors toute augmentation des dimensions de l'entreprise se traduit par une perte nette. Or, je crains bien que pour beaucoup des installations prévues par le plan quinquennal, ces limites aient été dépassées.

La bureaucratie soviétique semble n'avoir qu'une préoccupation : construire des « géants », faire colossal, faire les plus grandes choses du monde, « the greatest in the world », comme disent les Américains. Or, si c'est là une préoccupation compréhensible de la part d'impérialistes — car d'autant plus grand signifie d'autant plus puissant —, ce l'est beaucoup moins de la part de socialistes, dont le but est d'assurer aux hommes le maximum de biens avec le minimum de travail. Pour des socialistes, ce n'est pas le colossal qui doit être recherché, mais le **meilleur rendement.** Le jour où les publications soviétiques, au lieu de nous bourrer le crâne avec leurs « plus grands du monde », nous parleront de leurs « rendements », c'est qu'il y aura eu quelque chose de changé en U.R.S.S.

L'INCORPORATION DE L'U.R.S.S. DANS LES TRUSTS INTERNATIONAUX

Il y a quelques années la R.P. fut seule à protester contre cette solution facile qui consistait à charger de la production soviétique les grands capitalistes internationaux tels que Harriman, la Lena, etc... ; nous nous fîmes, bien entendu, pour cela, traiter de contre-révolutionnaires ; néanmoins les concessions de Harriman, de la Lena et de leurs pareils ont vécu. Mais ce qu'on a abandonné dans le domaine de l'industrie, on en use maintenant dans celui du commerce international. Nous avons déjà signalé, en son temps, l'accord passé entre l'U.R.S.S. et les trusts mondiaux du pétrole pour la vente de l'essence en Angleterre. Ces semaines dernières deux autres accords du même genre ont été conclus.

Le premier a pour objet le platine, métal dont l'U.R.S.S. est l'un des plus importants producteurs du monde. Un accord a été signé entre tous les autres producteurs mondiaux et l'U.R.S.S. pour vendre en commun, par l'intermédiaire d'une société commune et unique, toute la production de platine. C'est donc un trust mondial du platine, trust dont l'U.R.S.S. fait partie intégrante.

L'autre accord vise l'amyanthe, produit dont l'U.R.S.S. est également un gros producteur. Pour l'amyanthe, l'U.R.S.S. s'est associé aux sociétés capitalistes de Rhodésie, pays également gros producteur, pour vendre sa production de concert avec eux, aux mêmes prix.

L'U.R.S.S. tend ainsi à cesser d'être une force indépendante sur le marché mondial ; elle s'incorpore aux monopoles, à l'impérialisme, au sens même où Lénine a employé ce terme.

Et pourtant le commerce extérieur de l'U.R.S.S. pourrait être l'un des plus puissants moyens d'action de l'Internationale Communiste, s'il cherchait à s'appuyer, dans chaque pays, non sur les magnats, mais sur la classe ouvrière de ce pays (dont l'épargne est presque partout suffisante pour fournir à l'U.R.S.S. les fonds nécessaires à ce commerce). Mais cela exigerait d'avoir confiance en la classe ouvrière ; cela exigerait un travail de création, des modes nouveaux d'agir, choses dont est évidemment incapable la bureaucratie czariste, à laquelle il ne saurait suffire d'avoir changé d'étiquette pour avoir changé de méthodes.

Notes d'économie capitaliste

LE BON TOUR DES CAPITALISTES ALLEMANDS

Vous rappelez-vous l'histoire de l'impôt sur les « bénéfices de guerre » ? Durant la guerre, la plupart des industriels avaient fait de colossaux bénéfices. Sous la pression de l'opinion publique, on décida de les taxer lourdement. Que firent alors les profiteurs de guerre ? Selon l'expression couramment employée, ils « logèrent » leurs bénéfices. C'est-à-dire qu'au lieu de les conserver en argent, ils se hâtèrent de les transformer en nouvelles usines, nouveaux bâtiments, nouvelles machines. Si bien que lorsque le fisc se présenta pour toucher son impôt, on lui dit : évidemment ! nous avons fait les bénéfices que vous dites, nous ne pouvons le nier, mais cela n'empêche pas que nous n'avons pas un sou en caisse, tous nos bénéfices ont été « immobilisés », il nous est donc impossible de vous payer.

C'est de la même tactique que, très ingénieusement, le capitalisme allemand a usé pour le paiement des « réparations ». Il a souscrit à tous les engagements que, dans leur folie, les Klotz, Clémenceau et Loyd George l'ont obligé à signer, mais quand il s'est agi de payer : « au regret ! nous n'avons pas d'argent, tout notre capital est immobilisé ! »

La première forme que revêtit l'opération, fut celle de l' « inflation » durant les années qui suivirent immédiatement l'armistice, et dont l'aboutissement fut l'anéantissement du mark.

Ce fut la période de l'endettement **intérieur.**

L'Etat alloua aux industriels, aux Stinnes et consorts, à titre de dédommagement pour les pertes que leur avait fait subir le traité de Versailles, des sommes considérables avec lesquelles ceux-ci édifièrent de nouvelles entreprises colossales. Mais l'Etat n'avait pu faire face à ces paiements que par des emprunts à ses nationaux ou l'émission de nouveaux billets de banque, dont il lui était impossible d'assurer le paiement des intérêts ou la couverture, avec le produit des impôts. Il lui fallut donc, de proche en proche, aboutir à une faillite totale, par la réduction à zéro de la valeur du mark, et par suite la réduction à zéro de toutes ses dettes intérieures puisqu'elles étaient contractées en marks.

Mais comment alors, réclamer les paiements à un pays en faillite, un pays dont la monnaie ne vaut plus rien ! De même que pour le fisc français à l'égard des industriels qui avaient « logé » leurs bénéfices de guerre, il n'y avait qu'un moyen : c'était de se payer avec les « valeurs réelles », saisir les usines. C'est ce que tenta Poincaré par l'aventure de la Ruhr, mais, tout comme le fisc français et pour une raison analogue, il dut reculer. Il n'était pas plus possible à l'Etat français d'occuper et de faire marcher toutes les usines rhénan-westphaliennes, que de vendre toutes les usines de France.

Le capitalisme allemand gagnait ainsi la première manche.

Cependant, bien que réduites, les réparations subsistaient encore à un chiffre impressionnant. Il fallait encore réduire celui-ci. Après l'endettement intérieur, on recourut donc à l'endettement **extérieur.** On emprunta à l'Angleterre et à l'Amérique tant qu'on pût. 23 milliards de marks-or, prétendent les statistiques allemandes les plus récentes. Et, bien entendu, ces sommes empruntées ne furent pas conservées sous forme d'argent liquide, on les immobilisa elles aussi, en usines, constructions, etc. Et maintenant qu'il faut payer, à la fois ces dettes « privées » et les sommes exigées par les réparations, on dit, « voyez ! c'est impossible ! rendez-vous compte ! nous ne pouvons pas payer tout cela. Il faut sacrifier les uns ou les autres. Ou nos créanciers privés, ou les réparations. Pas possible de payer les deux. Choisissez ! Pour nous nous n'avons pas de préférence. Arrangez-vous entre vous, banquiers anglais et américains, qui nous avez prêté de l'argent, et Etats français et belges, qui veulent des paiements de réparations. La seule chose qu'il faut, c'est que le **total** de ce que nous avons à payer, ne dépasse pas ce que, au total, nous pouvons payer. »

Ainsi, la question des réparations, au lieu d'être une question mettant aux prises la France avec l'Allemagne, devient une question qui met aux prises la France avec l'Angleterre et les Etats-Unis. C'est vraiment très bien joué. Et il n'y a qu'à applaudir à la suprême habileté du capitalisme allemand, car pour nous, bien entendu, nous ne sommes en cette affaire que spectateurs ; contentons-nous de marquer les coups.

LES PREMIERS EFFETS DE LA BAISSE DE LA LIVRE

La baisse de la livre a commencé à produire les effets classique de toute baisse de monnaie. Par l'allègement de ses dettes qu'elle procure à l'industrie du pays, et la prime à l'exportation qu'elle lui assure tant que les prix intérieurs n'ont pas monté autant qu'a baissé la monnaie sur le marché des changes, l'industrie du pays dont la monnaie baisse est mieux à même de concurrencer l'industrie étrangère, d'où accroissement de son activité au détriment de celle-ci.

C'est pourquoi, depuis quelques semaines on peut lire assez fréquemment des informations dans le genre de celles-ci :

On mande de Manchester que, depuis l'abandon de l'étalon or, vingt et une filatures de coton ont repris le travail, et que certaines fabriques travaillent à plein rendement.

La capacité de production des filatures est utilisée à 70 % au lieu de 45 % en août dernier. Etc...

Et ceci se trouve corroboré par la diminution du nombre des chômeurs anglais à raison de quelques dizaines de mille par semaine.

Mais par contre, et comme conséquence, on lit les autres informations suivantes :

La situation de la filature dans la région de Lille, a empiré depuis la dépréciation de la livre.

En Alsace l'accentuation de la concurrence anglaise touche surtout les maisons d'impression et de teinture, qui se trouvent de ce fait dans une situation « extrêmement critique ».

Et comme confirmation, le nombre des chômeurs français s'est mis à progresser à une allure record.

R. LOUZON.

A travers les Livres

Henry Poulaille : Le pain quotidien. (Valois).

Une tranche de la vie ouvrière parisienne il y a quelque 25 ans — une tranche copieuse de 350 pages pour lecteurs ayant bon appétit et non une nouvelle étirée en roman par la sollicitude des typographes — disons même, par endroits, livre trop copieux. Henry Poulaille n'use pas du raccourci dans sa narration ; ses personnages sont toujours là, grognant, parlant, vivant. Grognant beaucoup, parlant trop (oh ! ces commérages de maisons ouvrières !) — mais vivant intensément.

Au centre du bouquin, la famille du charpentier Magneux : Lui, dessiné d'un burin grave dans du bois dur, le seul silencieux du roman (et même quand il s'y met à bavarder...) et silencieux pas commode ; un type d'ouvrier costaud, droit, aimant son glorieux métier de charpentier et aussi le dessin, la lecture — mais aimant son travail non essentiellement parce qu'il lui donne la croûte quotidienne — mais parce que le travail bien fait confèrerait une sorte de noblesse s'il était ce qu'il doit être : voulu, libre, utile aux seuls travailleurs. Magneux est aussi une mauvaise tête — il a fait son tour d'Europe et même il a traîné ses brodequins jusqu'en Russie — partout, il a acquis, par bribes, une instruction qui tient solidement autour de son métier, qu'il n'étale pas et qui le rend méfiant vis-à-vis des intellectuels d'école. Naturellement, Magneux c'est un Rouge — un vrai Rouge d'avant-guerre qui consent bien à voter pour le citoyen Chauvière mais qui ne croit qu'à *l'action directe.* Elle, l'Hortense Magneux, canneuse de chaises, c'est la femme ouvrière mille fois dévouée aux siens, à son foyer et pourtant si effacées dans la maison, et puis il y a les enfants et notamment ce Loulou, chef de bande des gosses du numéro 38.

Autour des Magneux, des voisins tournent et retournent, surtout le ménage Radigond. Là, c'est la femme, la Nini, qui nous accroche avec sa grande gueule et son allure décidée. Lui, Radigond, soumis, mais pas dupe, un rien poivrot pour se consoler et aussi citoyen socialiste. Moins marqués, vont et viennent en nombre des voisins, des camarades de travail, des chanteurs ambulants, des gosses.

C'est vraiment la vie du peuple.

Irrésistiblement, une comparaison vient à l'esprit avec l'*Hôtel du Nord* de Dabit. Là, sans doute l'œuvre est-elle plus « classique » tant par les dimensions que par une certaine sobriété du développement, mais *Le Pain quotidien* tout en étant aussi authentique est plus encourageant. Le peuple de Dabit est morne, triste, sale ; celui de Poulaille n'a pas moins de misère, pas plus de choix dans ses plaisanteries et ses exclamations ; il n'est ni plus vertueux, ni plus mesuré, pourtant il ruisselle de force et d'espérance. Tout cela sans doute parce que par Magneux, Radigond, Lunel et les copains charpentiers il participe de la classe ouvrière *organisée et consciente* tandis que les héros de Dabit tout en étant des travailleurs ne participent à peu près en rien à la grande espérance et au grand combat de leur classe.

Certaines des pages du *Pain quotidien* sont un témoignage précis sur l'esprit ouvrier — il faudrait même dire ouvriériste — et sur la vie ouvrière dix ans avant-guerre. Les pages où Magneux hésite à devenir patron, où il se penche fraternellement vers les jeunes ouvriers, où il est roi dans son minuscule atelier personnel, traduisent admirablement cette noblesse d'un type de travailleur qui achève de disparaître. La fin du livre, consacrée à ce printemps ouvrier de 1906, où le 1er mai fut un vrai 1er mai de lutte, touche au cœur même de la vie de la classe ouvrière.

Henry Poulaille a usé dans son livre d'un style qui serre d'aussi près que possible le langage parlé y compris la prononciation et l'on peut trouver des phrases dans ce genre : *On t' demande pas d'amabilités, répliqua-t-elle, i' s'ra comme son père, c' coco-là ! c'est son père tout craché. Ah ! à tomb'ra bien celle-là qui t'aura... Mais hein ! t'es pas d'âge à commander, mais à êt'e commandé.*

Certes, cette forme contribue puissamment à authentifier le document et à lui donner toute sa saveur. Mais est-il certain, à tout prendre, que cette imitation servile du langage populaire serve la cause du livre populaire ?

Cette réflexion me vient à l'esprit après avoir lu *Marie Bourgogne* de Joseph Jollinon, où le style copie le parler bourguignon, et le *Grand Troupeau* de Giono, où la forme se calque sur le dialecte des paysans provençaux.

Le livre populaire doit-il incliner vers une sorte de goût de terroir, de localisme ? où bien doit-il plutôt viser à la recherche d'une forme qui lui assurera un contact parfait avec *tout* le public populaire de langue française ?

J'ai longtemps répondu affirmativement à la première question. Les fêtes provençales du Centenaire du Mistral me font actuellement pencher vers la seconde alternative. Le « localisme » apparait en quelque sorte comme une manifestation réactionnaire qui doit enchanter les curés et les vieilles gens. L'objectif d'un art prolétarien doit être une expression aussi large, aussi universelle que possible ; il s'agit de l'obtenir sans déraciner les héros de leur milieu.

Le Pain quotidien est à la fois un documentaire précis et une tentative artistique de grand intérêt ; c'est un effort sincère et sérieux sur le chemin de la littérature prolétarienne dont on entrevoit à cette heure la venue.

B. GIAUFFRET.

A travers les Revues

Europe publie dans ses numéros de septembre et octobre un essai de l'historien bien connu Gugliemo Ferrero, *De la guerre.*

Après avoir opposé la guerre *limitée* du 18e siècle, sorte de jeu pour princes où les risques se proportionnent aux avantages éventuels et où n'interviennent ni la justice, ni le droit, ni aucune des passions populaires, aux guerres nationales à *allure déchaînée* et à la dernière guerre *hyperbolique*, caractérisée à la fois par l'immensité des moyens matériels qui s'affrontent et par l'acharnement des adversaires dressés à la haine par « l'alcool du patriotisme », M. Ferrero semble prêt à verser un pleur de regret sur la disparition de la guerre *limitée*. Mais force lui est de reconnaître que cette guerre ne renaîtra plus et que l'homme ne peut choisir qu'entre la guerre hyperbolique ou la suppression de la guerre.

M. Ferrero opte pour la suppression — essentiellement parce que la guerre hyperbolique ce sera toujours la guerre combinée à la Révolution — et la Paix bourgeoise lui semble la meilleure sauvegarde contre le Socialisme.

« Le socialisme est, dans la civilisation occidentale, la réaction des masses à l'absolutisme et à la guerre. C'est un mouvement politique, masqué par un mouvement social ; quelque chose comme une énorme équivoque. Les masses semblent, et croient courir après la révolution sociale, quand elles voudraient la paix et la liberté. »

N'insistons pas sur l'équivoque que crée lui-même M. Ferrero ; la lutte pour la paix et la liberté ne s'oppose pas à la Révolution sociale ; au contraire, la paix et la liberté seront (avec le pain) les résultats de la Révolution sociale. N'insistons pas davantage sur l'affirmation suivante : « *Il est évident que la puissance du parti socialiste n'a aucun rapport avec le développement de l'industrie. A quoi tient-elle alors? A deux causes différentes et qui agissent ensemble : les guerres et les formes plus ou moins autoritaires du pouvoir.* » Car là encore, à proprement parler, M. Ferrero joue sur les mots : les formes de l'organisation militaire et du pouvoir d'un Etat étant directement liées aux nécessités et aux possibilités de son économie.

Bornons-nous à prendre acte que M. Ferrero ajoute à l'obsession de la guerre celle de la Révolution sociale. Que cette hantise d'un bourgeois intelligent nous aide à comprendre la politique de la bourgeoisie dirigeante. C'est parce que cette dernière est imprégnée de l'évidence : guerrre = révolution, qu'elle s'efforce de bâtir sa Paix. Mettre en doute la sincérité pacifiste de Briand et consorts, c'est se refuser à comprendre notre époque. Dénoncer leurs efforts comme hypocrites c'est verser dans la politique de roman feuilleton et obscurcir dans l'esprit des masses la juste compréhension des événements ; parler d'hypocrisie c'est maintenir le problème de la Paix sur le terrain des « hommes de bonne volonté » ; ce qu'il faut dénoncer c'est *l'impuissance* des dirigeants capitalistes.

Cette impuissance est telle qu'après avoir clamé la nécessité de la Paix, M. Ferrero capitule sur les voies et moyens. Tout dépend, dit-il, des quatre grandes puissances : Etats-Unis, Angleterre, Allemagne, France (le seul fait qu'il oublie, l'U.R.S.S., n'est-il point symptomatique ?) mais entre elles tant d'opposition sont levées que M. Ferrero recule et qu'il écrit :

« *Quant aux questions réellement insolubles sans la guerre,* elles attendront. *L'Europe a besoin de se libérer de la folie obsidionale qui trouble son esprit : on ne peut condamner à la perdition un continent pour faire quelques rectifications de frontières même très justes. Les peuples, qui ne périssent jamais, peuvent attendre.* »

Il est vrai que M. Ferrero ne leur demande d'attendre que cinquante ans ; son pacifisme n'est pas à plus longue portée car il a constaté que de 1815 à 1859 l'Europe a eu le temps de calmer ses nerfs soulevés par les guerres *déchaînées* de la Révolution et de l'Empire ; cinquante ans suffiraient donc à ce partisan de la suppression de la guerre car :

« *En cinquante ans de paix, l'esprit humain pouvait se libérer des chaînes de fer dont il est aujourd'hui chargé ; retrouver une conception humaine de la vie, de la société, du travail, de la guerre et de la paix ; sortir de l'équivoque révolutionnaire où il s'égare de plus en plus ; s'expliquer enfin avec lui-même et se demander ce qu'il veut : la justice ou la puissance, la qualité ou la quantité, la liberté ou la tyrannie, la paix ou la révolution sociale, le Christ ou l'Antéchrist...* »

M. Ferrero se contente donc d'espérer un armistice de longue durée. Peut-on avouer plus nettement l'impuissance bourgeoise à abattre la Guerre ? Ne s'ensuit-il pas qu'il faut aborder le problème de la Paix selon un autre angle ? Et cet autre angle n'est-il point justement celui de ceux qui au dilemme : Paix ou Révolution Sociale, répondent : Paix *par* Révolution Sociale ? B. G.

*
* *

Nouvel âge, revue mensuelle de culture et de littérature, naquit en janvier dernier chez *Valois* de quelques écrivains populistes : *Poulaille, Dabit, Gachon, Giono, Jacques, Peisson, Rémy.* Une large part est réservée aux écrivains étrangers et les œuvres publiées ont en majeure partie trait au peuple. C'est en cela seulement que cette revue, qui ne donne pas de chronique sur les événements et les idées suit le mouvement prolétarien.

Le numéro de *septembre* : U.R.S.S. 1931, sans apporter de points de vue bien nouveaux sur la vie russe a le mérite de n'être ni un plaidoyer pour ou contre la Russie suivant les convictions intimes du repotter français, ni un roman. Il est composé de *documentaires,* écrits par des écrivains ouvriers russes. La *lutte pour le métal,* l'*assaut de la forêt,* les *pêcheries de la Caspienne,* la *journée d'un Kolkhoz* avec lesquelles nous pénétrons dans l'intimité d'un lamineur, d'un paysan, d'un pêcheur.

Dans le numéro d'*octobre,* les *chants des travailleurs noirs* de *Philip Schatz* et *Chants noirs de Révolte* par *Lawrence Gillert* ouvrent une série d'études consacrées aux écrivains noirs.

A retenir dans le même fascicule une intéressante chronique de *Tristan Rémy* sur *G. Gresson* un peintre prolétaire.

Le numéro de *novembre,* nouveau numéro spécial est réservé à la guerre.

Une dizaine de Français, quelques Allemands, des Belges, un Anglais, un Américain, un Espagnol, un Russe, un Autrichien, un Australien y publient des pages semblables par le fond de souffrances qu'elles révèlent et par le ton de résignation morbide ou d'impuissante révolte avec lequel toutes sont écrites. De bons dessins de *Franz Masereel, Daumier, Grosz, Naudin, Salvat* les illustrent.

Mais ce *rappel de guerre* ainsi compris est-il bien dans la ligne d'une revue qui s'intitule *Nouvel âge* ? C. Ch.

*
* *

Les Primaires (36, rue Ernest Renan, Issy-les-Moulineaux, (Seine).

Sommaire du numéro de novembre :

Intellectuels, unissez-vous.

Fitz James O'Brien : Animula.

Georges-Julia Picard : Poèmes.

Gaston Baudoin : La crise du théâtre.

Emile Guillaumin : Vocations.

Régis Messac : Propos d'un Utopien.

Et les commentaires de *Roger Denux, Maurice Marée, Georges Reyer, Marcel Lapierre, Léon Griveau,* etc...

NOUS AVONS REÇU :

UPTON SINCLAIR : *The Wet Parade* (Farrar et Rinehart).

C'est le dernier roman de Sinclair. Le sujet en est la prohibition. En voici la conclusion : « La prohibition n'a pas fait faillite ! La prohibition n'a pas été appliquée ! Appliquez-la ! »

DAVID J. SAPOSS : *The Labor Movement in post-war France* (Columbia University Press).

Copieuse analyse du mouvement ouvrier français d'après guerre par un universitaire américain. Les buts de la *Ligue Syndicaliste* sont exposés avec exactitude, mais ses possibilités d'avenir sont jugées avec trop de pessimisme, selon nous.

JEAN PERRIGAULT : *Bandits d'Orient* (Valois).

Enquête sur les comitadjis bulgares.

GEORGES VALOIS : *Economique* (Valois).

L'un des innombrables écrits de l' « économiste » d'action française devenu « économiste » de la démocratie.

HENRY POULAILLE : *Le pain quotidien* (Valois).

Souvenirs de l'auteur dont le père était charpentier et la mère canneuse de chaises, qui constituent une très vivante description du milieu ouvrier de Javel aux environs de 1905.

FAITS & DOCUMENTS

Le rôle de la grande ville est-il fini ? De la revue « Plans », dans son numéro d'octobre, cet hymne enthousiaste à la grande ville, par l'urbaniste le Corbusier :

Un ami de Moscou, technicien chargé de divers problèmes d'urbanisation en U.R.S.S., opposait à mes planches de « La Ville Radieuse », exposées dans notre atelier, la thèse soviétique : « Les grandes villes sont l'expression du régime capitaliste ; elles sont ces monstruosités qui enferment des millions de souffrances. Toute grande ville doit être sectionnée, dispersée, répandue sur le territoire en éléments urbains de 50.000 habitants... ». Telle est la doctrine de « désurbanisation » (1) qui fait fureur en U.R.S.S. actuellement.

Quelques jours plus tard, mon ami le roi du café du Brésil, me racontait la mésaventure d'Augusto. Augusto est son cuisinier. La femme d'Augusto est une bonne grosse matrone bonasse. Les Paramount de l'U.S.A. ont élevé tout récemment à Sao-Paulo, des palais de féeries et les films sont aussi des féeries. La femme d'Augusto a plaqué son homme ; elle est partie pour Hollywood ; elle veut y vivre sa vie, y jouer sa chance. Un jour, Augusto tardait à servir le déjeuner. « Eh bien, Augusto, qu'est-ce que vous fabriquez ? — Ah, monsieur, répondit-il en larmes, en tournant mes macaronis dans la casserole, je revoyais le visage de ma femme ! »

Hollywood, Hollywood !

Les villes sont des champs magnétiques ; la radiation de leurs ondes s'étend plus ou moins loin, déterminant par diverses composantes d'ordre qualitatif, l'altitude de la ville, sa force attractive, sa fonction dans l'ensemble, sa valeur.

Ville signifie indiscutablement centre de gravité d'une région, centre de gravité brut d'une région matérielle. Mais sous l'effet d'ondes plus subtiles, les centres de gravité d'une plus vaste, parfois d'une immense région spirituelle.

Il faut admettre ce phénomène fondamentalement humain : l'homme, normalement, ne peut rester seul. Il prend femme, il fait souche ; c'est la famille. Immédiatement des facteurs multiples (sécurité, conquête du bien-être, etc...) le conduisent à adhérer à d'autres groupes : c'est la tribu ; le noyau de la tribu, c'est le bourg (nomade ou fixe). Des éléments de rivalités, de concurrence, brisent le principe d'unité des groupes au profit du plus fort. Le plus fort est souvent le plus habile, le plus intelligent. Du contact des hommes naît la discussion, la comparaison, le match, la qualité. La qualité attire, fascine, entraîne l'adhésion. Un lieu s'établit où la qualité est plus forte : la capitale, *la tête*. La tête s'orne des joyaux multiformes de l'intelligence humaine. Le rayonnement de ces joyaux s'étend loin ; l'homme des champs, des bois, ou des pâturages, un jour se sent le besoin d'aller « là-bas » ; il sent qu'il aura son mot à dire ; il s'arrache à son milieu, il entre dans la ville, y apportant sa conviction et son potentiel d'énergies diverses. La ville se gonfle, se remplit, grandit, emploie ces énergies, les consume, se développe, s'affirme, s'enrichit. C'est le lieu des joutes ; c'est le lieu des cultures. Entraîné dans le combat de qualité, l'homme se sublimise ; il donne toute sa mesure ; sautant d'une épaule sur une autre plus haute, il domine. C'est l'histoire humaine, c'est le destin humain : une conquête de qualité. C'est la raison pour laquelle il y a des villes où plus rien n'existe de ce qui était normal : le milieu naturel, mais où une autre norme règne, entraînante, utopique, sans limite, infinie, profondément humaine, celle-ci : l'esprit.

Notons, retenons bien ce phénomène hiérarchique, qui prend la forme d'une pyramide, toujours, pyramide qui s'étale loin en une base énorme, et qui finit haut par un sommet qui est un point, qui est un homme : splendeur de l'esprit. *Tout est concentration, rien n'est dispersion.* Il faut le savoir bien, il faut le sentir clair, dans ces moments de terrible crise des grandes villes où les faibles, véritables démagogues, voudraient tenter cette aventure effarante : retourner la pyramide, mettre la base de la pyramide en haut et la pointe en bas.

Revenons à l'U.R.S.S., l'U.R.S.S. révolutionnaire qui, ici, par une confusion pénible qui ne résistera pas — j'en suis certain — à la clairvoyance des organisateurs, épouse en ce moment les thèses les plus décadentes de nos conciles académiques d'Occident, l'U.R.S.S. qui veut démanteler les grandes villes, comme chez nous nos édiles rêvent tous de nous envoyer aux champs (les cités-jardins) pour y gratter la terre autour d'hypothétiques poireaux et y revivre les rêves de Jean-Jacques (moins l'esprit).

1. Le mot français est employé dans le langage russe.

*
* *

Comment on évite 2 millions d'impôts : le cas de Potin. On sait que pour « protéger le petit commerce », les établissements à succursales multiples sont frappés d'un lourd impôt progressif, croissant fortement avec le nombre de leurs succursales. Pour éviter cet impôt la société Félix Potin a créé des filiales, c'est-à-dire des sociétés qui financièrement et économiquement ne font qu'un avec la société mère qui en possède la presque totalité des actions, mais ces sociétés étant juridiquement indépendantes les unes des autres, on ne peut additionner le nombre de leurs succursales pour le calcul de l'impôt.

Voici le truc exposé par le Président de Potin lui-même, M. Defradas, à l'assemblée générale de la société du 26 octobre dernier, d'après le compte-rendu sténographique :

Un actionnaire. — Je voudrais vous demander quelques explications sur les deux sociétés nouvelles dont il est question dans le rapport « Economics » et « Etablissements Félix Potin ». Il y avait tout d'abord une Société Félix Potin. Puis, vous créez deux autres sociétés filiales. Il y a là une sorte de petite cascade sur laquelle il serait intéressant d'avoir quelques éclaircissements.

M. le Président. — C'est très simple. La création de ces deux sociétés filiales rentre dans notre programme de réduction des frais généraux, car elle nous permet de payer 1.800.000 francs d'impôts de moins. En effet, les sociétés possédant plusieurs succursales, quand elles arrivent à en avoir un certain nombre, voient leurs impôts augmenter de façon très sensible. Or, comme vous pouvez parfaitement vous en rendre compte, nos magasins ont des loyers très importants et les impôts s'appliquent en conséquence. Quand ces impôts se trouvent, par surcroît, doublés en raison du nombre des succursales, il en résulte pour la maison une charge très lourde.

En élaborant le programme de nos économies, nous avons été amenés à prévoir ainsi la création de ces deux Sociétés. De ce fait, nos contributions se trouvent diminuées de 1.800.000 francs.

Le même actionnaire. — Je vous posais cette question parce que, au premier abord, cette création de deux filiales, venant après l'institution de l'unité de direction, apparaît un peu paradoxale.

M. le Président. — Je vous le répète, cette création n'est intervenue que dans le seul but de réduire les frais généraux.

Le même actionnaire. — Si je comprends bien, vous êtes arrivés au nombre maximum possible de succursales?

M. le Président. — Nous avions dépassé ce nombre et nos contributions étaient doublées. Nous avons alors ramené le nombre de nos succursales, en faisant trois sociétés au lieu d'une, au-dessous du chiffre à partir duquel nos patentes étaient doublées.

*
* *

L'apathie syndicaliste Dans le « Fonctionnaire Syndicaliste », organe de la Fédération autonome des fonctionnaires (5 octobre), Toesca analyse avec une grande justesse la cause profonde du déclin du syndicalisme :

Un nombre important de travailleurs — notamment chez les fonctionnaires et employés des services publics — sont venus dans les syndicats pour avoir moins à agir par eux-mêmes, pour confier leur défense à des « autorités » nouvelles, leurs chefs hiérarchiques ne s'étant point occupés d'eux, ou ayant repoussé leurs revendications. Ce syndicalisme d'abolition de l'effort, et d'horreur ou d'incapacité de l'action directe, n'est point un paradoxe, il se constate facilement dans la réalité.

La guerre et l'union sacrée ont renforcé les systèmes autoritaires. Après quelques velléités de résistance et d'insubordination, les travailleurs, presque sans le savoir, se sont laissé aller au courant des événements, et ont accepté des méthodes prétendues plus efficaces, et qui étaient d'autant plus tentantes qu'elles n'exigeaient aucune initiative, aucune peine, aucune action de la part des salariés. Il suffisait d'accepter les offres de sièges des gouvernants. Et les Comités, les Commissions, les Conseils, remplacèrent les syndicats. La cohésion des forces, la pression du nombre, l'organisation des masses, l'éducation et l'entraînement des adhérents étaient remplacés par des procurations, des délégations, des nominations et des rapports, qui ne nécessitent, ou n'engendrent aucune fatigue, aucun trouble pour les salariés qui n'ont qu'à dire « oui » en commençant, et conclure par « amen ». C'est ainsi que le principe d'autorité ne fut plus menacé, mais développé. A côté des pouvoirs patronaux ou administratifs, s'établit le pouvoir d'un autre genre, mais aussi dictatorial, des « pantins » syndicaux. C'est eux qui prirent toutes les décisions, lancèrent les mots d'ordre, fixèrent ou acceptèrent les solutions, — au nom des organisations qui ne cherchaient ni à comprendre ni à intervenir. On a pu parler d'oligarchie syndicale. Ce qui a assuré, en effet, le succès et la force d'attraction de certaines organisations, ce n'est point la pratique d'une étude et d'une coopération permanente et opiniâtre des adhérents, mais, au contraire, l'habileté et la documentation personnelle de certains « chefs », à qui s'en remettaient les troupes. C'est la pratique du « blanc-seing » qui a triomphé. On a donné pleins pouvoirs à quelques « as » et on a attendu tranquillement. On a pris l'habitude de croire à l'efficace intervention d'organismes extérieurs mis en mouvement par quelques « militants » détachés pour aller chercher du secours. Et, comme des machines divines, ont apparu les Comités et les Conseils...

Dans un article suivant, Toesca se demande, s'il n'y a pas eu là simple copie, dans le domaine syndical, de la « rationalisation » appliquée par les capitalistes dans la production :

Il y a eu là une espèce de rationalisation syndicaliste. On a inventé un machinisme perfectionné pour éviter toute étude, supprimer tout effort aux syndiqués. Une « élite » de dirigeants a taylorisé les rouages et standardisé la vie syndicale, jusqu'à ne plus considérer les cotisants que comme des « manœuvres » et, à la fois, comme une masse de manœuvre... On leur a appris à penser selon des formules-convoyeurs et on a sérié l'action extérieure en quelques délégations aux comités et commissions des autorités officielles. On a ainsi entonné l'hymne à la collaboration et pratiqué exclusivement la politique fétiche de la présence (à quoi l'on semble attribuer la même valeur que les catholiques attachent à la présence de Jésus-Christ dans l'eucharistie...). De même qu'il suffisait de la présence d'un Ford pour provoquer l'animation et la prospérité des usines de Détroit, — de même il était simplement nécessaire que deux ou trois pontifes syndicaux fussent présents dans un certain nombre de bureaux ou de conseils, pour que la classe ouvrière obtînt toutes les améliorations souhaitables. Cette aristocratie ouvrière créée par l'américanisme favorisant quelques spécialistes pour mieux « tenir » et « activer » l'ensemble de l'entreprise a servi d'exemple pour la formation de cette oligarchie syndicale qui représente et dirige la classe ouvrière. Dans les deux cas, on peut constater que l'apport de labeur ou de suggestion fait par les travailleurs est réservé et profite surtout à des « chefs », qui savent en tirer parti, et conservent ou consolident leur situation, tandis qu'à brève échéance, la « troupe » est réduite à l'indigence, au chômage.

Les nouvelles formules appliquées, en effet, à l'intérieur des organisations ouvrières pour la « production syndicale », ont créé, certes, une abondance de discours et de rapports, une surproduction de délégations, et de propositions plus ou moins « techniques » — mais aussi ont amené la carence des ouvriers eux-mêmes, l'abolition de leur action directe, l'apathie, l'indifférence, la non-intervention, c'est-à-dire le « chômage des syndiqués ».

Mais la crise est venue. Et elle va faire renaître l' « effort », et par là le syndicalisme.

Les travailleurs trappés par des forces antagonistes, arrêtés dans leur existence ordinaire par un obstacle brutal, sortent d'un rêve, et de cette passivité où ils semblaient se complaire. Ils prennent conscience de la réalité. Ils analysent des antécédents et des causes. Ils démontent les organismes. Ils situent les responsabilités. Ils éprouvent enfin le désir d'agir eux-mêmes, le besoin d'établir une vie normale, de maîtriser les adversaires et d'imposer leurs solutions. Mais, cette formation d'une conscience de leur déchéance et de leur insuffisance, individuelle et sociale, cette perception de ce qui leur manque, prouve l'existence d'une force nouvelle en eux, d'un courant positif, d'une volonté d'action. Par le fait même de cette claire vision des choses, réapparue, se met en mouvement une énergie salvatrice qu'il s'agit d'utiliser, un élan qui doit se guider sans défaillance.

Il y a renaissance de l'effort, qui correspond au besoin conscient de penser et d'agir. Effort pour comprendre que l'Economie dirigée par l' « élite » ploutocrate a fait faillite, plongeant le monde dans un abîme de contradictions et de

malheurs ; que le syndicalisme dirigé par une élite bureaucratique a été impuissant, enlisant les travailleurs dans l'indifférence, la passivité, le « chômage syndical »...

Effort pour rejeter ces méthodes de conservation sociale. Effort pour résoudre la crise engendrée par l'orgueil et les prétentions des oligarchies possédant les richesses ou le pouvoir... Effort pour se servir du déterminisme économique au profit des travailleurs organisés, intervenant, sans personnes interposées, pour capter et gérer les forces de production et les organes de distribution.

Un aspect de cet effort, c'est cette tendance longtemps ignorée, inconsciente, mais aujourd'hui nette, active, qui devient de plus en plus vive et pressante, à réaliser l'unité syndicale. Sous la pression de la crise, le besoin d'unité apparaît sensible et veut s'organiser efficacement — se satisfaire par son propre effort.

Après une période de conformisme, où il s'attardait aux jeux officiels des commissions et des comités, où il assoupissait la classe ouvrière dans une délectation animale de quelques avantages non pas acquis mais octroyés, le syndicalisme de masse doit se réveiller et s'imposer, revanche de la démocratie contre l'aristocratie. Le syndicalisme de lutte et d'action directe est revivifié par la crise qui culbute les plans de rationalisation capitaliste, comme les méthodes de réformisme discret — par cette crise qui abolit le règne des élites et des chapelles, des pontifes et des magnats.

***

Des tarifs de douane d'après le standard of life des travailleurs ?

Nous empruntons à l' « Information » du 28 octobre, l'analyse d'un curieux projet américain dont il faut sans doute rechercher l'origine dans la peur qu'inspire aux américains, la concurrence, non de la vieille Europe, mais de la jeune Asie.

Le professeur Arthur L. Faubel, de l'Université de New-York, secrétaire de l'*American Tariff League*, organisation protectionniste, oppose au système actuel un néo-protectionnisme établi sur des bases tout à fait nouvelles.

M. Faubel, qui a été attaché pendant deux ans comme expert économique à la Commission des douanes américaine, propose l'établissement de trois tarifs différents : un tarif minimum, un tarif intermédiaire, un tarif maximum. L'application de ces tarifs se ferait d'après le pays d'origine des marchandises à taxer, et les différents pays seraient classés d'après le « living standard » qu'ils assurent à leur population.

Les pays où le niveau d'existence est élevé, c'est-à-dire l'Angleterre, l'Allemagne, la France, la Suisse, les Pays scandinaves seraient soumis au tarif minimum plus bas que les tarifs actuels. L'Italie et les pays de l'Amérique latine supporteraient le tarif intermédiaire. Le Japon, la Chine, l'Inde se verraient appliquer le tarif maximum.

M. Faubel précise d'ailleurs que la classification des pays en trois groupes, selon le niveau d'existence de leur population, et le prix de revient de leur production, pourrait se faire d'après les données fournies par le Bureau International du Travail.

Le secrétaire de l'*American Tariff League* soutient que ce renversement de la politique douanière américaine est aussi légitime que celui opéré il y a dix ans dans la politique d'immigration lorsque non seulement on substitua à la liberté une sévère restriction mais qu'encore on imposa à chaque pays un quantum particulier.

Au point de vue purement économique, M. Faubel établit la légitimité de son système par l'exemple suivant : la valeur d'un même service de table importé aux Etats-Unis est de 10 dollars s'il est fabriqué en Angleterre, de 7 dollars s'il est fabriqué en Tchécoslovaquie, de 6 dollars s'il est fabriqué au Japon. En lui appliquant le droit actuel *ad valorem* de 70 % on frappe le service anglais de 7 dollars, le tchécoslovaque de 5 dollars 60 et le japonais de 4 dollars 20. Cela revient à pénaliser les pays qui assurent un niveau d'existence supérieur à leurs producteurs, et dont les prix de revient sont les plus proches des prix américains, au bénéfice de ceux qui par le niveau inférieur des salaires, font une concurrence vraiment dangereuse. La théorie de M. Faubel trouve un accueil favorable dans la presse et dans l'opinion des Etats-Unis. Elle répond à la préoccupation américaine de défendre ses intérêts en conservant un certain souci de l'équité, elle flatte le sentiment national en classant les nations d'après la ressemblance de leur organisation économique avec l'organisation américaine. Soutenue comme elle l'est par l'*American Tariff League*, qui est la plus puissante organisation protectionniste, elle a toutes les chances de se traduire en un projet de loi aussitôt après l'élection présidentielle.

ENTRE NOUS

Notre appel du mois dernier a été partiellement entendu, comme le montrent les listes de souscriptions et d'abonnements de soutien qu'on trouvera ci-dessous. Nous remercions les souscripteurs et espérons que les retardataires se hâteront : il s'agit, nous le rappelons, d'un trou de 20 billets à combler.

Pour notre part, nous assurons nos abonnés d'une parution désormais régulière de la revue. Nous paraissons ce mois-ci quelques jours plus tôt que le mois dernier ; en décembre, nous pensons pouvoir rattraper encore davantage de notre retard, et à partir de janvier paraître régulièrement aux environs du 5. Nous disons : « aux environs », car il arrive parfois qu'il y a intérêt à retarder quelque peu la parution afin de pouvoir passer un article qui, le mois suivant, risquerait de ne plus être actuel. Mais, en tous cas, le numéro sortira dans la première moitié du mois, et cela **chaque mois** de l'année.

SOUSCRIPTIONS D'OCTOBRE

Gascon Rolland (Paris) 10 ; J. Rosuel (Finistère), 5 ; S... (Paris), 50; P. Martin (Hérault), 10; Béranger (Seine), 50; Castex (Loire), 20; J. Barrué (Gironde), 10; J. Ponchel (Nord), 5; C. Philippon (Cher), 20; E. Reynier (Ardèche), 10.

Total : 180 fr.

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Mouillaud (Loire), 30 fr.; Jean Vidal (Puy-de-Dôme), 50; Paul George (Vosges), 100; Josette et Jean Cornec (Finistère), 50 ; Brun (Loire), 50; Godonnèche (Seine-et-Oise), 50; Georges Garnery (Seine-et-Oise), 100 ; Auguste Garnery (Seine-et-Oise), 100; Hélène Brion (Seine), 100; Leblanc (Aisne), 200; Péra, 100; Marie Guillot (Saône-et-Loire), 100; Flouret (Paris), 150; H. L. (Paris), 500; M. G. (Loire), 100; Lacoste (Meurthe-et-Moselle) 100; Djoukitich (Isère), 100.

Total : 1.980 fr.



Le gérant : M. CHAMBELLAND
CRUVÈS ET CIE - CANNES